

Incident à la centrale électrique de la Tshopo

La SNEL promet le rétablissement du courant avant les fêtes de fin d'année

PAGE 6

N° 7170 du mardi 14 novembre 2017

Prix : 3000 FC

Le Potentiel

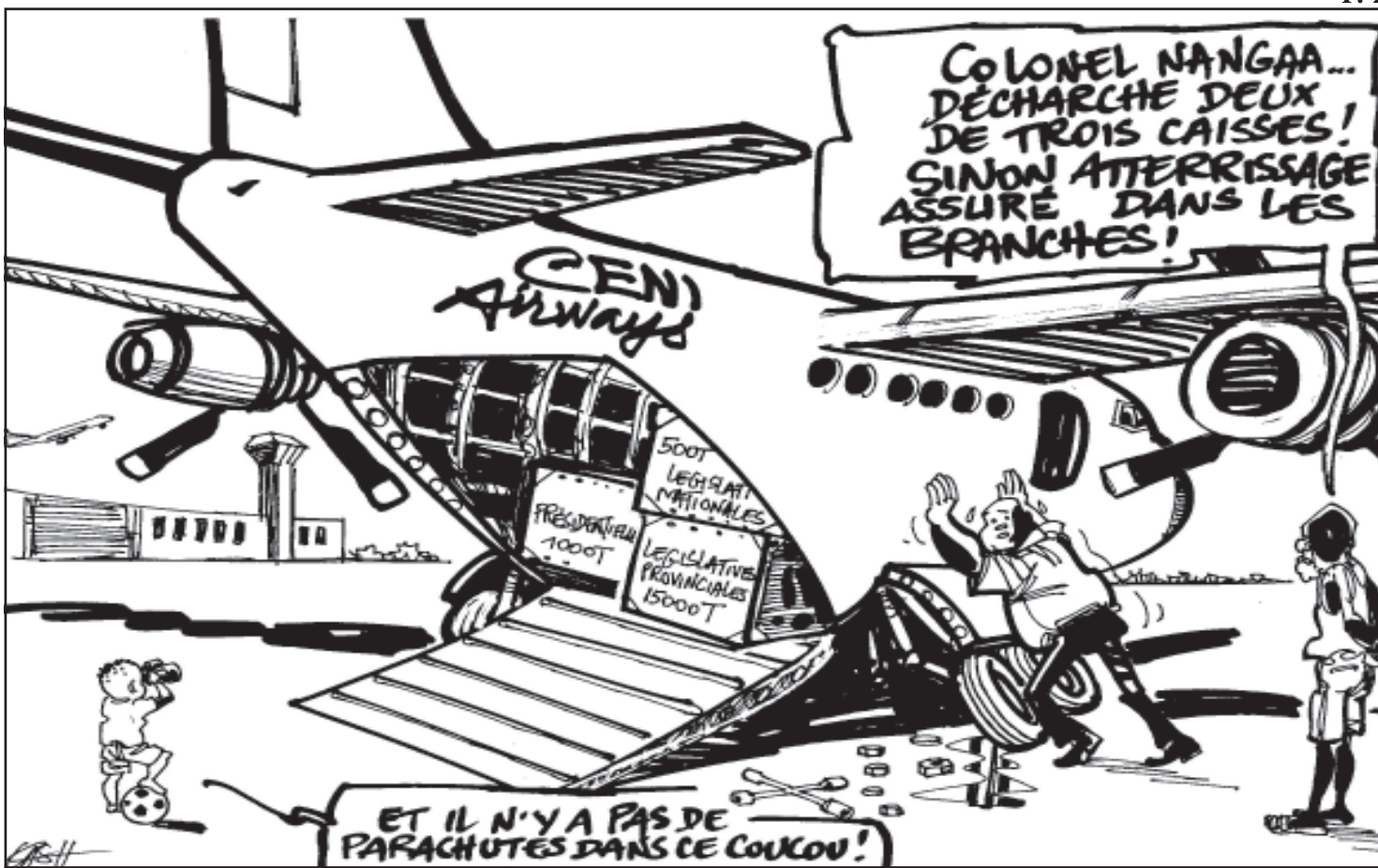
Membre du réseau Médiat

36^{ème} année

Pour réduire les contraintes financières et logistiques

Elections 2018 : priorité à la présidentielle

P. 2



À HAUTE VOIX

Rationalité

LE POTENTIEL

Bien qu'à cours d'argent, la Ceni a publié depuis le 5 novembre 2017 un calendrier qui prévoit le couplage le 23 décembre 2018 de l'élection présidentielle aux législatives nationales et provinciales.

PAGE 2

Arrivée à Doha de SM le Roi Mohammed VI

PAGE 12

SUIVEZ RADIO 7 SUR 106.1 MHz

Éditeur

GROUPE DE PRESSE



Siège social
873, av. du Bas-Congo,
Kinshasa - RD Congo

La passion d'informer sans passion

Sommaire

Événement

La disette gagne la primature

PAGE 3

Politique

Le Sénat vote la réforme de la loi agricole

PAGE 5

Société

Bunia : bilan controversé autour des échauffourées policiers-étudiants

PAGE 8

Provinces

Projet « Clubs des jeunes contre la violence » : la CONEPT RDC en campagne dans les écoles de Kinshasa

PAGE 9

Dernière heure

« Si avec ce calendrier, le peuple voit qu'on l'a trompé, il y a aura des conséquences dramatiques »

PAGE 12

La RDC est un patrimoine commun à tous les Congolais

À haute voix

Rationalité

(Suite de la page 1)

A première vue, le calendrier électoral de la Céni est ambitieux en ce qu'il implique d'énormes défis financiers et logistiques. Evidemment, la Céni a tout prévu en y adjoignant un certain nombre de préalables d'ordres légal, financier, logistique et politico-sécuritaire qui engagent la responsabilité de tous les partenaires impliqués dans le processus électoral, en incluant, notamment le président de la République, le Parlement, le gouvernement et d'autres partenaires au développement.

En prenant en compte ces contraintes, l'on se rend bien compte que la Céni mesure l'immensité de la tâche qui lui revient.

Sans surprise, le calendrier de la Céni a suscité des commentaires en sens divers. D'emblée, l'aile dure de l'Opposition l'a rejeté, accusant la centrale électorale de jouer, dans une moindre mesure, le jeu de la majorité au pouvoir. D'autres voix, dont celle des Nations unies, appelle plutôt à un consensus en vue d'aboutir à un calendrier plus réaliste et acceptable par tous.

Le plus évident est qu'en 2018, il y aura élection. Mais, dans quelle séquence ? C'est la question qui continue de diviser. En alignant simultanément le 23 décembre 2018 la présidentielle et les législatives nationales et provinciales, la Céni semble avoir compliqué l'équation. Pourtant, il y a moyen de faire mieux, préconisent certains analystes. C'est notamment en privilégiant la présidentielle qui a la particularité de n'avoir qu'une seule circonscription électorale, c'est-à-dire l'ensemble de l'électorat de la République, recensée à ce jour à plus de 43 millions d'électeurs.

Pourquoi ne pas alors s'engager sur cette voie qui paraît facile ? Jusque-là, la Céni campe sur sa position. Elle a opté pour le couplage de trois élections en décembre 2018. Elle n'est donc prête à se rétracter.

Mais, à y voir de près, la Céni peut bien ventiler le budget électoral en précisant les priorités de son calendrier électoral. On sait que l'enjeu pour 2018, c'est la présidentielle. Car, le peuple congolais reste attaché à l'alternance démocratique.

Il faut donner priorité la présidentielle. C'est la solution rationnelle. Sinon, la centrale électorale sera prise dans un traquenard financier qui, à terme, finira par entamer sa crédibilité.

Pour réduire les contraintes financières et logistiques

Elections 2018 : priorité à la présidentielle

Les contraintes évoquées par la Céni à l'occasion de la publication du calendrier électoral appellent au réalisme. Trouver un milliard de dollars américains pour financer tout le cycle électoral est une gageure. La solution passe, notamment, par la réduction des coûts excessifs des scrutins dont le couplage devient économiquement irrationnel. Du coup, une hiérarchisation s'impose. Et dans le cas d'espèce, il s'agit de dissocier les élections en accordant la priorité à la présidentielle, passage obligé pour l'alternance démocratique tant attendue.

LE POTENTIEL

Depuis le 5 novembre 2017, la Céni a fixé une date pour la tenue de scrutins combinés alliant la présidentielle aux législatives nationales et provinciales. C'est le 23 décembre 2018. Cependant, ce calendrier électoral est assorti de contraintes financières et logistiques, légales et sécuritaires de même que politiques. Selon le président de la Céni, il s'agirait d'un « gage d'application effective de ce calendrier ».

« Nous n'arriverons aux élections que nous attendons tous que si et seulement si nous posons les actes qu'il faut pour y parvenir », a déclaré Corneille Nangaa avant d'ajouter que c'est « dans ce concert d'actes » que la Céni pourrait jouer sa partition sans désembrer. Bien auparavant, il s'est largement étendu sur le principe qui a guidé à l'alignement des tâches et opérations reprises dans ce calendrier électoral. Ce calendrier, indiquait-il, « est basé sur le principe de rationalisation du système électoral, tel que recommandé par l'accord en son point IV.4 ». Il précisait par la suite que « cette disposition préconise la recherche des voies et moyens de rationalisation du système électoral pour réduire les coûts excessifs des élections ».

LE « MEA CULPA » DE NANGAA

En effet, Corneille Nangaa ne pensait pas bien dire. Car, après la publication du calendrier électoral qui prévoit la tenue simultanée de trois scrutins à la date du 23 décembre 2018, la question des coûts excessifs des élections - comme il l'a si bien rappelé le 5 novembre 2017 - revient au-devant de l'actualité. Au nom de quel principe, la Céni a-t-elle été obligée de combiner les trois scrutins (la présidentielle, les législatives nationales et provinciales) alors qu'elle s'impose en même temps des contraintes financières et bien d'autres qu'elle n'est pas en mesure de surmonter ? Cette question fait débat dans la classe politique où l'on craint le chronogramme des opérations électorales ne s'en ressent. Certains vont jusqu'à se demander si, en alignant les trois scrutins le même jour, la Céni n'aurait-elle pas délibérément alourdi la machine électorale. Ne serait-ce pas contradictoire avec la « rationalisation du système électoral » défendu par son président ?

Sur le plan légal, le couplage de la présidentielle et de deux modes de législatives va en l'encontre des dispositions constitutionnelles qui tracent clairement les limites de la convocation du corps électoral pour la présidentielle. En-

tre les contraintes financières et légales, la Céni ferait mieux de hiérarchiser les scrutins. Et partir de la présidentielle, tout en décalant les autres scrutins (législatives nationales et provinciales) à une date ultérieure est une piste idéale dans cette voie de « rationalisation du système électoral ».

S'entêter sur la voie du couplage, avec toutes les conséquences imprévisibles que cela impose aussi bien sur le plan financier que légal, sans compter les impondérables politiques qui pourraient en découler, serait contreproductif.

Privée de moyens de sa politique, la Céni devrait opérer un choix. Il s'agit pour l'essentiel de retracer une hiérarchisation de scrutins dans le cadre d'un calendrier électoral qui donne priorité à la présidentielle, pour autant que tous les enjeux en vue de l'alternance démocratique se déroulent autour de ce scrutin. Le nouveau régime pourrait progressivement mobiliser les moyens pour la poursuite du processus électoral. La rationalisation des coûts des élections étant, la centrale électorale devrait se plier aux exigences constitutionnelles qui stipulent que le corps électoral doit être convoqué 90 jours avant la tenue de la présidentielle. Sa feuille de route du 5 novembre viole cette disposition.

Accorder la priorité à la présidentielle donne, à première vue, plusieurs avantages à la Céni. Non seulement cela lui permet de réduire sensiblement le coût des opérations - la circonscription en pareil cas étant l'ensemble du corps électoral de la République - mais encore cela conduirait à la décripation du cli-

mat politique.

La Céni a le devoir de fournir la preuve de son indépendance. Le 5 novembre 2017, Corneille Nangaa a effleuré le problème, sans jamais entrer en profondeur. Tout le monde s'accorde sur le fait que les contraintes liées à ce calendrier électoral ne donnent aucune chance à la Céni de respecter la date du 23 décembre 2018. Il y aura sûrement glissement du cycle électoral. Et vive les tensions.

PARER AU PLUS PRESSÉ

La Céni, qui joue sa crédibilité, doit vite se ressaisir. Et la meilleure façon d'y parvenir est de reprogrammer le cycle électoral en privilégiant la présidentielle. La décripation politique en dépend énormément. Les Etats-Unis et bien d'autres partenaires au développement lui ont recommandé cette voie, à maintes reprises.

En surchargeant le calendrier électoral, la Céni s'enferme dans son propre piège. Et pourtant, il n'est pas tard pour bien faire, corriger et répartir du bon pied. Comme l'a révélé l'Onu, il s'agit de la nécessité de parvenir à un calendrier électoral consensuel qui, tout en prenant en compte le principe de rationalisation du système électoral, donnerait priorité à la présidentielle, gage de la stabilité de la RDC.

L'on attend aussi de la Céni des actes qui vont véritablement dans le sens de l'alternance démocratique et non ceux qui confortent le schéma de la majorité au pouvoir qui ne s'est jamais départie de son rêve d'un glissement sans fin du processus électoral.

Après la publication du calendrier électoral, la communauté internationale maintient la pression sur Kinshasa

Kinshasa pensait que la pression diplomatique se relâcherait une fois le calendrier électoral publié. Peine perdue, c'est l'inverse qui s'est produit. Suite à l'annonce dimanche dernier par la Commission électorale nationale indépendante, l'organe chargé de la gestion des élections en RDC, de la date des scrutins législatifs, provinciaux et - surtout - présidentiel, fixée au 23 décembre 2018, la communauté internationale a réagi par un tir nourri de com-

muniés et de déclarations. Officiellement, pour « prendre acte » ou pour « saluer » cette annonce. Officieusement, pour inciter les autorités congolaises à tenir fermement cette échéance. Si les émetteurs sont multiples (ONU, UA, Etats-Unis, Union européenne, Belgique, Canada, France, etc.), à chaque fois, peu ou prou, les messages sont les mêmes. Et pour cause, la stratégie est commune.

LES ÉLECTIONS DOIVENT SE TENIR AU PLUS TARD À LA DATE PRÉVUE...

Premièrement, il s'agit de prendre au mot (ou « à son propre piège », pour reprendre les termes de ce député européen) le régime de Kinshasa. Afin d'éviter les foudres de Washington, un calendrier électoral a en effet été publié une semaine seulement après la venue en RDC de Nikki Haley, l'ambassadrice américaine auprès de

l'ONU. La représentante du président Donald Trump avait alors délivré un message explicite à Joseph Kabila et aux autorités congolaises : les élections doivent impérativement se tenir en 2018. Kinshasa ne s'est pas risqué de froisser la première puissance mondiale. La CENI a donc bien retenu 2018 pour l'organisation des élections, tout en prenant soin de sélectionner la date la plus éloignée, soit

(Suite à la page 5)

La disette gagne la primature

Incroyable mais vrai. La primature fait figure de parent pauvre. Son personnel, surtout les travailleurs d'appoint, broie du noir. Certains n'ont jamais vu leurs salaires, se contentant des primes. De même, les conditions de travail se sont sensiblement dégradées à l'Hôtel du gouvernement. Du personnel sans salaire convenable, insuffisance de fournitures de bureau, carence de produits d'entretien dans les toilettes, des infrastructures en dégradation faute de maintenance, autant de signes qui prouvent que la disette a gagné la primature.

LE POTENTIEL

La situation est préoccupante à la primature, bureau du Premier ministre Bruno Tshibala. La situation est telle que le personnel ne sait plus cacher son malaise. L'on savait déjà que les différents ministères, sous l'ère Tshibala, n'étaient pas mieux logés en termes de frais de fonctionnement et autres subsides nécessaires au bon traitement du personnel. Selon plusieurs observateurs, travailler aujourd'hui dans un cabinet ministériel n'est plus synonyme de mieux

gagner sa vie. Certains travailleurs dans les ministères ont même du mal à nouer les deux bouts du mois.

Cependant, cette dure réalité est aussi vécue à l'Hôtel du gouvernement. Déjà, il s'observe que les conditions de travail se sont sensiblement détériorées à la primature. Plusieurs bureaux aujourd'hui n'ont plus de climatisation, seulement parce que le service de maintenance n'effectue plus régulièrement le service. Outre le défaut de climatisation dans certains bureaux, certaines portes électroniques ne fonctionnent plus. Des

témoignages concordants signalent que même les produits de nettoyage font défaut dans les installations sanitaires.

La situation salariale n'est pas non plus enviable. Plusieurs travailleurs d'appoint n'ont toujours pas touché leur salaire. Jusque-là, ils ne se contentent que des primes. Ce qui ne leur permet pas de faire face aux charges domestiques. Le malaise est de plus en plus perceptible chez le personnel d'appoint qui ne voit toujours pas le bon traitement cinq mois après l'entrée en fonction du Premier ministre Tshibala.

Vraisemblablement, les difficultés financières qui s'observent dans tous les ministères du gouvernement sont dues au manque de ressources suffisantes. Ces difficultés financières, avec des frais de fonctionnement qui tombent à compte gouttes voire de manière insuffisante, sont la preuve que

le gouvernement n'est pas en mesure de mobiliser suffisamment de recettes en vue de faire face aux dépenses publiques.

Le gouvernement Tshibala a, entre autres missions, d'améliorer le social des Congolais. Le constat est qu'après cinq mois de fonction, le Premier ministre n'est même pas en mesure de répondre convenablement aux doléances de son propre personnel. Un signe qui ne rassure pas à moins de deux mois de la fin de l'année.

La primature est la vitrine du gouvernement. L'état du bureau du Premier ministre détermine la situation de l'ensemble de l'Exécutif. Avec le déficit de fonctionnement observé à la primature tant dans la maintenance des infrastructures que dans le traitement du personnel, c'est le signe que la disette a gagné la primature.

Climat : le besoin de financement pour les pays en développement au centre de la Cop 23

L'urgence de réunir les fonds nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le changement climatique, notamment pour soutenir l'action des pays en développement, a été au centre de la Conférence de l'ONU sur le climat (COP 23) lundi à Bonn, en Allemagne.

« Nous avons besoin que tous les acteurs financiers - publics, privés, nationaux, internationaux - y compris les marchés et les régulateurs, travaillent ensemble pour mobiliser au moins 1.500 milliards de dollars de financement climatique nécessaire chaque année », a déclaré Eric Usher, responsable de l'Initiative finance au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Des représentants de haut niveau de l'ensemble du secteur de la finance ont mis en avant leurs efforts pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, qui

consistent à maintenir la hausse moyenne de la température mondiale bien au-dessous de 2 degrés Celsius et aussi près que possible de 1,5 degré Celsius.

Ils ont rappelé que chaque dollar investi dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique soutient également directement le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de la communauté internationale.

Le financement climatique progresse à un rythme plus rapide

Selon le Secrétariat de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les financements pour le climat sont fournis à un rythme plus rapide que jamais, avec des marchés dynamiques pour les énergies renouvelables, les véhicules électri-

ques, et les bâtiments écologiques et une 'agriculture intelligente' en forte croissance.

De même, le secteur financier est davantage conscient des risques que présentent les changements climatiques pour ses investissements actuels et la nécessité d'ajuster ses portefeuilles pour s'éloigner des actifs à forte intensité de carbone afin de réduire ces risques. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour garantir les financements et les investissements à l'échelle requise pour arriver à une économie mondiale entièrement dé-carbonée et résiliente au changement climatique d'ici 2050.

« Le potentiel d'investissements respectueux du climat dans des domaines tels que l'énergie propre et l'agriculture intelligente est énorme », a déclaré Laura Tuck, Vice-présidente du développement durable à la Ban-

que mondiale. « La clé est de faire en sorte que l'argent circule afin que tout le monde puisse bénéficier d'investissements sobres en carbone et résilients au changement climatique ».

AUGMENTER LA PRISE DE CONSCIENCE DES INVESTISSEURS

Peter Damgaard Jensen, PDG de la société de retraite danoise PKA et président du Groupe des investisseurs institutionnels sur le changement climatique (IIGCC), a déclaré lors d'une conférence de presse qu'il était « extrêmement important qu'il y ait une hausse significative de la prise de conscience et des mesures prises par les investisseurs pour la transition ... vers une économie à faible émission de carbone ».

« De solides signaux d'investissement de la part des décideurs politiques concernant le commerce du carbone, l'énergie, les transports et les bâtiments sont essentiels pour débloquer le capital nécessaire », a-t-il ajouté.

Des membres de la société civile africaine et des membres de parlements africains se sont exprimés aujourd'hui sur l'urgence du financement de la lutte contre le changement climatique comme condition préalable à une action ambitieuse dans les pays africains.

« L'Afrique est le continent qui pollue le moins » mais « c'est l'Afrique qui souffre le plus des effets du changement climatique », a déclaré lors d'une conférence de presse, Roger Nkodo Dang, Président du Parlement panafricain, l'organe législatif de l'Union africaine.

Dans un entretien avec ONU Info, il a ajouté que les pays développés avaient le devoir de fournir un soutien supplémentaire aux Africains pour leur développement vert. « Si vous nous dites 'ne coupez pas le bois', nous disons, 'vous nous amenez l'électricité', a-t-il déclaré. « Ce n'est pas une faveur, c'est une compensation ».

Après la publication du calendrier électoral, la communauté internationale maintient la pression sur Kinshasa

(Suite de la page 2)

le 23 décembre, et de signifier qu'il s'agissait d'une date « sous réserve », assortie de « contraintes » pour sa mise en œuvre.

Consciente du caractère fragile de cette annonce et des manœuvres dilatoires d'un pouvoir toujours prompt à repousser indéfiniment la date des élections avec force arguments (d'ordre financier, sécuritaire, logistique, technique et même... climatique !), la communauté internationale - Etats-Unis en tête - a décidé de prendre Kinshasa à son propre jeu. « Ok, la date constitutionnelle, celle du 27 novembre 2016, n'a pas été respectée. Ok, celle prévue dans l'accord de la Saint-Sylvestre - fin 2017 - ne l'a pas été non plus. Mais cette fois-ci, nous considérons qu'il n'y en aura pas d'autre. Fin décembre 2018 au plus

tard, Joseph Kabila ne sera plus président », explique un diplomate en poste à Kinshasa. « Le chef de l'Etat RDcongolais a fait en sorte, certes sous la pression, de fixer une date pour les élections. Celle-ci doit maintenant être rigoureusement observée. Aucun nouveau glissement ne sera toléré », renchérit cet ambassadeur auprès de l'ONU. De son côté, Kinshasa, ne manquera sans doute pas, pour tenter de repousser l'échéance, de faire valoir les différentes « contraintes » dont parlent régulièrement Corneille Nangaa, le président de la CENI et les responsables de la majorité présidentielle. Hier, la CENI en a d'ailleurs listé et rendu publiques 17. En outre, il est fort à parier que les autorités congolaises chercheront à faire endosser la responsabilité d'un éventuel report du processus électoral à la communauté internationale,

qui s'est engagée à le financer « en partie » et « sous conditions ». « Nous le savons, le moindre prétexte sera exploité », lâche avec lucidité ce responsable d'une ONG locale de défense des droits de l'Homme.

... DANS DE BONNES CONDITIONS...

Second point qui ressort de cette série de communiqués, la communauté internationale indique clairement qu'elle ne se contentera pas d'une date pour les élections. Le processus électoral doit être aussi transparent et crédible que possible. A cela, il y a un préalable, la mise en œuvre des mesures de décrispation politique. La communauté internationale en a d'autant plus conscience que les évènements de la CENCO, médiateurs dans

(Suite en page 5)

Nord-Kivu : des jeunes de Beni plaident pour la consolidation de la paix

Réunis au sein de l'Asbl Congrès international congolais (CIC), des jeunes Congolais attendent des animateurs des institutions l'instauration d'un climat de paix sur toute l'étendue du territoire national.

BIENVENU IPAN

« Ce que nous attendons des animateurs des institutions de la République, c'est de créer un climat favorable à la paix, la sécurité et prendre en compte les revendications des jeunes de toutes les tendances, Majorité politique, Opposition, Société civile », a déclaré la coordonnatrice provinciale de la section Droit de l'Homme au Congrès international congolais (CIC). C'était à l'issue d'un colloque sur les exigences de la paix, organisé le samedi 11 novembre, en collaboration avec des jeunes de Beni et la Monusco.

L'objectif principal de cette rencontre était de réunir des jeunes de toutes les tendances politiques pour échanger sur les exigences de la paix en ce moment de crise que traverse la République démocratique du Congo.

Ce colloque a servi de tribune aux panélistes de s'exprimer et aux



Npm : la ville de Beni (Photo d'archives)

jeunes victimes de conflits de témoigner de conséquences fâcheuses causées par des guerres récurrentes dans la vie. Ce qui a permis aux uns d'éviter et aux autres de prévenir ces conflits.

Le plaidoyer élaboré est à mener auprès des animateurs des institutions de la République, des partis politiques, mouvements citoyens et de la Société civile. Pour réaliser leurs

objectifs, ces jeunes Congolais ont associé certaines autorités du pays et la Monusco pour les accompagner.

Les jeunes du CIC sont motivés par « l'engagement que nous avons au service de la société. Parce que si nous gardons silence, nous devenons autant coupables de cette crise politique. Nous croyons que des milliers de morts que nous avons comptés en RDC suffisent pour que

nous puissions arrêter l'hémorragie. Le plus important, c'est de mener ce plaidoyer, pour que nous ne soyons pas responsables de tous les maux qui affecteront l'avenir de la RDC ».

Le Congrès international congolais est un cadre synergique de travail et de concertation, un cadre indispensable à la promotion et au développement de la RDC ; un cadre de coordination des efforts et apports de tous les Congolais en vue de la restauration de la souveraineté et de l'intégrité nationales. Le CIC Asbl se veut aussi l'expression vivante de la détermination de tous les Congolais à conjuguer leurs efforts dans un esprit de patriotisme et de solidarité nationale. La vision du CIC est de favoriser la mise en place en RDC des institutions dynamiques et efficaces, de bonne gouvernance et de démocratie participative ; de lutter contre les antivaleurs telles que la corruption, le régionalisme, le tribalisme, le népotisme... et de promouvoir le développement intégral par l'éducation et la formation d'une nouvelle classe de leaders, d'hommes et de femmes déterminés et engagés à ériger au cœur du continent africain une grande nation libre et prospère.

Cinq questions à Jean-Claude Vuemba (*)

1. Le calendrier électoral est assorti des contraintes législatives, financières et logistiques. Comment l'avez-vous accueilli ?

Avant toute chose, nous devons savoir que le président de la Ceni n'a pas été ferme par rapport aux premières dates données. Souvenez-vous il est parti de plus de 600 jours et dix jours avant l'arrivée de l'ambassadrice américaine Nikki Halley, il se rabattait à 504 jours. Et après le passage de cette grande dame, il est maintenant à environ 400 jours. Il y a lieu de s'interroger sur ces changements. Aussi, avec autant des contraintes rien n'est sûr. Mais parlons de la contrainte financière. Je suis législateur. Chaque année il y avait 250 millions de dollars qui étaient rattachés à la rubrique Ceni. Pendant cinq ans nous n'avons jamais vu le Premier ministre Matata Ponyo ou son ministre des Finances revenir pour nous parler de la rectification budgétaire sur le budget alloué à la Ceni. Et donc, nous croyons que la Ceni doit avoir les moyens suffisants pour les élections.

2. Mais que le président

de la Ceni réduise le calendrier à moins de 504 jours, cela devrait vous enchanter ?

Le problème ce n'est pas de nous enchanter. Le problème c'est que nous nous rendons maintenant compte que Nangaa ne respecte que l'agenda de M. Kabila. Pourquoi autant d'années pour des élections et pour en arriver là ? Il y a une mauvaise volonté et le pouvoir tient à empirer la situation en crispant davantage le champ d'exercice démocratique. Vous avez vu ce qu'ils ont fait avec le président du Rassemblement Félix Tshisekedi à Lubumbashi. On lui a refusé même de se balader à pied pour parler avec ses compatriotes. Voyez également la situation chez l'honorable Kyungu Gabriel. Il est assiégé dans sa résidence par la police. Ici même à Kinshasa l'Opposition est empêchée de tenir ses réunions. Quand il s'agit des événements de l'Opposition, il y a des barricades. Mais quand il s'agit de la Majorité ou du PPRD, les mêmes agents de sécurité se déguisent en civil et se baladent avec eux. En bref pour le calendrier, nous voulons que soit privilégiée l'élection présidentielle et cela est possible au



mois de juillet. Et le reste suivra. Envisager à tout prix le vote de la diaspora en ce temps qui presse, c'est piéger éternellement le processus. Et la Ceni tient à faire ce jeu du pouvoir pour le pérenniser.

3. Vous soutenez Katumbi alors qu'il ne bénéficie toujours pas de la mesure de décrispation. Quel sera son avenir politique dans ces conditions ?

Mais justement que Katumbi ne soit pas encore bénéficiaire des mesures de décrispation politique, c'est la preuve du non-respect de l'Accord de la Saint Sylvestre. Où est Jean-Claude Muyambo ? Franck Diongo ? Eugène Diomi Ndongala ? Où sont les autres militants de nos partis politiques UDPS, MPCR, MLP, MLC etc., les militaires affectés à Jean-Pierre Bemba pourtant

déjà amnistiés après les Concertations nationales du Palais du peuple... Que toutes ces personnalités politiques demeurent emprisonnées, voilà la preuve que le régime Kabila ne veut pas appliquer la décrispation politique. Et c'est pareil avec le cas Moïse Katumbi. Un procès bidon d'une résidence qui ne lui appartient pas. Tout a été clair. Il s'est agi d'un problème politique. Moïse Katumbi aura droit à être candidat président de la République.

4. Vous avez longtemps trainé au Maroc puis en Europe, est-ce seulement pour des contacts politiques ?

Cela va de soi. Au Maroc, c'était en filigrane, le 20^{ème} anniversaire de la mort du maréchal Mobutu. Nous avons échangés avec certaines personnalités marocaines. Et c'était pareil en Europe. J'ai rencontré à La Haye le président du MLC, Jean-Pierre Bemba Gombo avec qui nous avons d'ailleurs tablés sur l'appel à l'union de l'Opposition qui l'a annoncé quelques jours après. Nous avons réfléchi sur la composition de ladite Opposition une fois unifiée pour ne plus donner l'ouverture à des taupes. Je lui ai dit haut

et fort que l'Opposition doit être unifiée même avec l'UNC et d'autres forces politiques. Mais dans la cellule des stratégies, tout le monde ne devra pas faire partie au regard de la confiance qui a été ébranlée par des changements de position de certains acteurs il y a quelques temps.

5. Vous êtes resté nostalgique au président Mobutu. Qu'est-ce qui vous lie autant ?

C'était le respect du Congo (Zaire). L'amour du Congo et surtout l'unité nationale. Le maréchal Mobutu a su maintenir l'unité du pays. Il avait réussi à faire la décentralisation du pays et ce n'était pas de manière déguisée tel est le cas actuellement. On peut tout dire. Mais quand Mobutu parlait, le monde entier écoutait. Quand il initiait des réformes, cela s'achevait. Aujourd'hui à comparer, il n'y a pas match. Aujourd'hui au Congo, nous ne savons même plus qui a encore peur de nous comme pays !

PROPOS RECUEILLIS PAR
PITSHOU MULUMBA

(*) Député national, président du MPCR

Le Sénat vote la réforme de la loi agricole

Le texte, adopté en première lecture à la Chambre haute du Parlement, renforce, entre autres, les mécanismes de financement des Congolais dans le secteur agricole.

PITSHOU MULUMBA

Les sénateurs ont adopté, hier lundi 13 novembre, la proposition de loi modifiant et complétant la loi n°11/002 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture.

Certains articles, notamment 11, 16, 22, 26, 41, 57, 76, 83 ont subi des modifications majeures. Les articles 55 bis et 55 ter ont été simplement élagués.

Le texte voté sera renvoyé à l'Assemblée nationale pour une seconde lecture.

A l'étape du Sénat, des discussions ont été houleuses. Ce qui a poussé le président de la Chambre haute, Léon Kengo wa Dondo, à participer aux travaux de la commission Environnement, tourisme et ressources naturelles chargée d'enrichir l'initiative du sénateur Flore Musendu.

Le problème s'est posé au niveau de l'article 16 ayant trait à l'acquisition des terres agricoles, leur attribution et leur retrait. Des préoccupations soulevées ressortaient les inquiétudes sur le bradage des terres

congolaises ; de l'occupation excessive des terres par des riches ; et de la contrainte de l'investissement agricole par des étrangers.

RENFORCEMENT DU FINANCEMENT DES CONGOLAIS

Pour le sénateur Musendu Flore, initiateur de la proposition de loi, le texte voté présente plusieurs avantages. Il s'est exprimé en ces termes : « Voici six ans que la loi a été votée. Mais elle a éprouvé des difficultés dans sa mise en œuvre. Parce qu'un verrou avait été mis sur l'accès aux terres destinées à l'agriculture. Les étrangers qui entraient dans ce secteur ne pouvaient pas détenir plus de 50% d'actions. Donc, la première des choses est que nous avons fait sauter ce verrou. Et nous espérons qu'avec ce mécanisme, nous pouvons faire appel davantage aux capitaux frais dans le secteur. Mais la deuxième chose que nous avons fait de plus importante, c'est de renforcer les mécanismes de financement des Congolais dans le secteur de l'agriculture. De sorte que les Congolais puissent aussi être compétitifs dans le secteur. Et nous avons ajouté une disposition très particulière, celle qui oblige le gouvernement à prendre des mesures réglementaires endéans six

mois. Toutes ces dispositions mises ensemble, nous visons, dans un délai assez court, que le secteur redécouvre et que l'autosuffisance alimentaire soit atteinte ». Et de poursuivre : « Nous nous sommes rendu compte en six ans que la capacité financière des nationaux était assez faible pour relancer ce secteur. C'est pour cela que nous avons pensé qu'on pouvait faire la concession d'ouverture. Une comparaison, c'est le secteur minier. Aujourd'hui, plus d'une dizaine d'années que nous avons ouvert le secteur minier, et vous pouvez voir de vous-même, nous sommes passés de moins de 100 000 tonnes de cuivre par an, aujourd'hui à 1 million. Donc, nous voulons faire la même chose dans le secteur agricole... Les dispositions sur le financement des Congolais parce que le financement est exclusif pour les Congolais, ce sont ces dispositions qui pourront renforcer l'applicabilité de création de la classe moyenne congolaise, d'une part, et d'autre part, nous avons exonéré toute exploitation agricole familiale ou de type familial ».

QUID DE LA LOI AGRICOLE ?

Elaborée en vertu des dispositions de l'article 123 de la Constitution, la loi agricole a vocation de combler le déficit longtemps observé dans

le secteur agricole et fixe les grandes orientations sous forme des principes fondamentaux relatifs à l'agriculture. Elle devrait permettre aux paysans producteurs agricoles congolais de s'épanouir dans leur métier et de promouvoir l'agriculture familiale. Aussi, prendre en compte les objectifs de la décentralisation, et également, intégrer à la fois les diversités et les spécificités agro-écologiques.

La loi vise, entre autres, à favoriser la mise en valeur durable des potentialités et de l'espace agricoles intégrant les aspects sociaux et environnementaux ; stimuler la production agricole par l'instauration d'un régime douanier et fiscal particulier dans le but d'atteindre, entre autres, l'autosuffisance alimentaire ; relancer les exportations des produits agricoles afin de générer des ressources importantes pour les investissements.

La loi agricole apporte d'importantes innovations. C'est notamment la création d'un Fonds national de développement agricole et sa gestion en synergie avec les institutions financières bancaires et non bancaires ; l'implication des agriculteurs et des professionnels du secteur agricole dans le processus décisionnel (ce qui justifie la création du Conseil consultatif aussi bien au niveau national, provincial que local).

Après la publication du calendrier électoral, la communauté internationale maintient la pression sur Kinshasa

(Suite de la page 3)

le cadre de l'accord de la Saint-Sylvestre, ont lourdement insisté sur ce point lors de leur rencontre avec Nikki Haley à Kinshasa. Il s'agit notamment de la libération des prisonniers politiques (Jean-Claude Muyambo, Eugène Diomi Ndongala, Franck Diongo, le Professeur Huit Mulongo, les membres des mouvements citoyens, etc.), du retour des exilés politiques (Moïse Katumbi, l'opposant numéro un à Joseph Kabila), de la liberté de manifestation, de la levée de la censure qui frappe les médias d'opposition ou encore de l'arrêt du dédoublement des partis d'opposition (un stratagème mis en œuvre par le régime de Kinshasa).

Le jeudi 9 novembre 2017, dans une déclaration commune suite de leur rencontre à Addis-Abeba, en Éthiopie, le commissaire de l'Union africaine pour la paix et la sécurité, Smail Chergui, l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la République démocratique du Congo (RDC) et chef de la MONUSCO, Maman Sidikou, ont indiqué qu'il était urgent de mettre pleinement en œuvre les « mesures de confiance » (autrement dit de décrispation politique) prévues dans l'accord du 31 décembre 2016. Le même jour, à Genève, en Suisse, le Comité des droits de l'Homme de l'ONU a appelé la RDC à organiser des élections en décembre

2018 « libres, pacifiques et honnêtes », selon les termes utilisés par l'un des experts du comité de l'ONU, Olivier de Frouville, lors d'une conférence de presse. La veille, le gouvernement canadien, qui a dit lui aussi « prendre acte de la publication du calendrier électoral en République Démocratique du Congo », a insisté dans sa déclaration sur la nécessité « de libérer les prisonniers politiques et de mettre un terme aux poursuites judiciaires motivées par des raisons politiques ». Pour le Canada comme pour d'autres pays (Etats-Unis, Belgique, France, Royaume-Uni, etc.), il s'agit d'un préalable d'autant plus absolu qu'il a été acté dans l'accord de la Saint-Sylvestre.

... ET SANS JOSEPH KABILA

Troisième et dernier point sur lequel insiste la communauté internationale, les élections doivent certes se tenir au plus tard à la date prévue et dans de bonnes conditions, mais aussi sans Joseph Kabila. C'est là une autre ligne rouge à ne pas franchir. Déjà, lors de sa venue à Kinshasa, Nikki Haley en « off » avait été très claire à ce sujet. « Bien [qu'elle] n'ait pas mentionné Kabila par son nom, elle a suggéré qu'il était temps pour lui de s'en aller », a rapporté la très influente chaîne de télévision américaine CNN sur son site internet. Une confiance faite par la diplomate à une poignée de journalistes qui l'accompagnaient. En outre, toujours selon CNN, citant les propos d'un de ses assistants, Nikki Haley aurait expressément évoqué à

cette occasion un « transfert pacifique du pouvoir ». Des propos qui excluent tout nouveau mandat pour Joseph Kabila. Ce mercredi 8 novembre, Mme Haley a été reçue par le président du Comité des Affaires étrangères de la chambre des Représentants des Etats-Unis, à Washington, pour qu'elle puisse rendre compte de sa visite au Congo-Kinshasa. A l'issue de cette audition, Ed Royce, le président de ce comité, a enfoncé le clou : « en RDC, le président Kabila a apparemment présenté des raisons interminables de retarder l'élection pour choisir son successeur. Le calendrier électoral – qui a été publié après que vous ayez précisé que le vote doit avoir lieu l'année prochaine – était une étape positive. Cependant, nous devons garder un œil attentif sur Kabila qui doit partir », a déclaré cet ex-conseiller du Président Donald Trump dont il est toujours proche. Mais Ed Royce prêche à une convaincue. En début de semaine, l'ambassadrice américaine auprès de l'ONU, tout en saluant la publication du calendrier électoral en RDC, avait une nouvelle fois prévenu : « de nouveaux retards et tentatives de garder le pouvoir ne feront qu'isoler les dirigeants et le gouvernement congolais ». Des menaces à peine voilées...

« Joseph Kabila à la tête de la RDC, c'est pour nous du passé. Il y a 80 millions de Congolais. Il y en a au moins un qui pourrait lui succéder, non ? », fait mine de s'interroger cet ambassadeur en poste à l'ONU. Un trait

d'humour pour évoquer ce qui constitue peut-être le sujet le plus important. Car beaucoup pensent en RDC que, tant que le Président Joseph Kabila sera au pouvoir, il sera difficile d'organiser un scrutin électoral auquel il ne participera pas. « Une brève transition sans Kabila [...] représente probablement le meilleur moyen de s'assurer que de bonnes élections soient organisées », pense la chercheuse Ida Sawyer, spécialiste de la RDC à Human Rights Watch. L'opposition congolaise et les mouvements citoyens l'ont, eux, bien compris. Immédiatement après l'annonce dimanche soir de la nouvelle date des élections, ceux-ci ont unanimement rejeté le calendrier de la CENI (Moïse Katumbi l'a qualifié de « fantaisiste », Etienne Tshisekedi de « provocation »). Surtout, dans la foulée, ils ont appelé à la mobilisation populaire et à la désobéissance civile pour bouter hors du pouvoir un Joseph Kabila qui aura, à leurs yeux et en vertu de l'accord de la Saint-Sylvestre, perdu toute légitimité après le 31 décembre 2017.

La semaine dernière, les villes de Goma, Kindu, Bukavu, Beni et Lubumbashi se sont tour à tour embrasées pour protester contre le calendrier électoral et le maintien au pouvoir de l'actuel chef de l'Etat. Kinshasa, la capitale, pourrait ne pas tarder à leur emboîter le pas... Une manifestation est prévue le 15 novembre prochain sur l'ensemble de la République, à l'appel de la Société civile

LA LIBRE BELGIQUE AFRIQUE/LP

Incident à la centrale électrique de la Tshopo

La SNEL promet le rétablissement du courant avant les fêtes de fin d'année

Les travaux de réhabilitation de la centrale hydroélectrique de la Tshopo (Kisangani), inondée par la montée des eaux du fleuve Congo, se poursuivent. Son rétablissement «interviendra avant les fêtes de fin d'année». La déclaration est du directeur général de la SNEL.

dommageant des machines. L'incident qui vient de se produire à Kisangani n'est pas le premier du genre. Deux autres ont été enregistrés en 1961 et 1997 avec des inondations des chambres de visite respectivement à hauteur de 2,30m et 2m, a précisé le DG Jean-Bosco Kayombo.

A.T.

La population de Kisangani et ses environs est privée d'énergie électrique depuis le jeudi 9 novembre à la suite d'un incident grave survenu à la centrale hydroélectrique de la Tshopo. Cette centrale est l'unique qui alimente Kisangani, chef-lieu de la province de la Tshopo.

Dans le but d'éclairer l'opinion sur cet incident malheureux, le directeur général de la Société nationale d'électricité (SNEL), Jean-Bosco Kayombo, s'est entretenu, hier lundi 13 novembre, avec les professionnels des médias.

Dans la restitution des faits, le DG de la SNEL a déclaré qu'une montée brusque des eaux du fleuve Congo a brisé le mur de soutènement du barrage. Une situation qui a occasionné l'inondation des chambres de visite qui abritent, notamment, des turbines de la centrale, a-t-il indiqué.

Aussitôt informés, les responsables provinciaux de la SNEL ont tout mis en œuvre pour tenter de maîtriser la situation. Mais, toujours est-il que les chambres de visite ont été inondées à hauteur de 1, 50m en-

PREMIÈRES INTERVENTIONS

Dans un premier temps, la SNEL, aidée par certaines entreprises de la place dont la RVA et la Compagnie forestière de Kisangani, a pu alimenter les installations de la Regideso avec des groupes électrogènes pour permettre la desserte en eau potable et éviter la propagation des maladies suite à la consommation des eaux du fleuve. Ce soutien a aussi permis d'alimenter certains points stratégiques de la ville. C'est le cas de l'hôpital général et de la morgue de Kisangani.

La Monusco n'est pas restée indifférente. La Mission des Nations unies en RDC a apporté aussi sa contribution pour alimenter les installations de la Regideso par des groupes électrogènes et ravitailler la population en détresse en eau potable, a rapporté le DG de la SNEL.

Et de noter que la direction générale a, de son côté, dépêché le samedi 11 novembre le directeur général adjoint et une équipe d'experts sur place pour évaluer les dégâts et apporter secours. Munie de 3 groupes électrogènes de 350 KVA et une électropompe de grande capacité d'évacuation d'eau, cette délégation



s'est jointe aux agents de la SNEL trouvés sur le lieu. Ce qui fait que depuis le dimanche 12 novembre, toute la ville de Kisangani est desservie en eau potable.

Dans quel état se trouve actuellement la centrale de la Tshopo ? A ce sujet, Jean-Bosco Kayombo a déclaré ce qui suit : «L'eau qui avait inondé la centrale est en train d'être évacuée. Nous allons dresser un état des lieux dans quelques heures pour connaître avec exactitude, les dégâts causés par ce phénomène climatique». Et de préciser que la centrale est à l'arrêt. Ce sont des chambres

de visite qui sont inondées sans toucher la partie électrique. Pour le DG de la SNEL, le rétablissement interviendra avant les fêtes de fin d'année.

Il a aussi fait savoir qu'il n'y a pas eu de perte en vies humaines. En attendant le diagnostic de cet incident, il est difficile d'évaluer le coût des travaux. Entre-temps, le gouvernement central a déjà apporté le premier secours en nous octroyant 350 000 dollars américains. Un montant qui, selon le DG de la SNEL, va résoudre un certain nombre de problèmes sur le terrain.

Inauguration du guichet unique de certification des PME

Le ministre de Petites et moyennes entreprises (PME), Bienvenu Liyota, a procédé lundi à Kinshasa, à l'inauguration du guichet unique de certification des PME. Ceci, pour qu'elles accèdent aux avantages prévus par le gouvernement dans l'exercice de leurs activités.

M. Liyota a déclaré, à cette occasion, que les PME qui sont concernées par cette opération devront se soumettre à quatre étapes avant leur certification. Il s'agit de l'inscription au portail du ministère des PME, du remplissage du formulaire, du paiement des frais et le rendez-vous au guichet de certification des PME.

Ce guichet, a dit le ministre, sert à enregistrer une entreprise qui est préalablement répertoriée au guichet unique de création d'entreprise et donne droit à son propriétaire d'obtenir la carte d'entrepreneur par cette certification et le certificat de PME. Il a précisé que seules les micro-entreprises ou les petites et moyennes entreprises sont concernées par cette certification.

Cet enregistrement au portail



l'inauguration des PME au portail du ministère des PME est opérationnelle au siège de la SCPT.

numérique du ministère, a-t-il indiqué, présente plusieurs avantages dont l'accès aux financements et à l'information en temps réel.

« J'ai rencontré beaucoup de PME qui ont presque toutes le même problème celui de financement. Mais avec la certification des PME, nous voulons les aider à obtenir des crédits auprès des banques ou autres institutions financières. Ceci va leur permettre de créer des emplois, de promouvoir les activités et d'aller de l'avant pour combattre le chômage au pays », a déclaré le ministre.

Il a fait savoir que la certification des PME au portail du ministère des PME est opérationnelle au siège de la SCPT. L'enregistrement d'une entreprise est conditionné par l'obtention d'un document d'identification nationale, du registre de commerce et de crédit mobilier (RCCM), du registre du commerce et des sociétés (RSC) ou patente, du numéro d'impôt et les statuts de l'entreprise, sauf pour les micro-entreprises.

L'autonomisation financière : un des moyens pour responsabiliser la fille-mère

L'autonomisation financière est un des moyens de responsabiliser la fille-mère afin de l'épargner de la débauche et de la prostitution, a affirmé samedi à Kinshasa, Mme Clémence Mbelo, encadreuse des jeunes dans une ONG locale, au cours d'un entretien avec l'ACP. Selon femme maraîchère au quartier « CECOMAF, dans la commune de N'Djili, la fille-mère peut bien mener indépendamment sa vie en exerçant un large éventail de petits métiers notamment le petit commerce, les travaux champêtres et domestiques. Pour les filles déscolarisées, Mme Mbelo a proposé l'apprentissage de divers métiers, entre autres, la coupe et couture, l'art culinaire, l'esthétique, le tricotage, la transformation des produits de première nécessité pour les aider à éviter les maux ci-hauts cités afin de ne pas devenir mères avant l'âge.

Identification des déplacés internes dans les communes de Kananga

Save-Congo-Kananga, une structure appuyée par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), a procédé à l'identification des déplacés internes dans certaines localités des communes de Katoka, Kananga et Nganza a annoncé l'ACP, M. Claude Mandaba, responsable de cette structure. D'après la source, l'initiative vise à collecter des données liées aux problèmes humanitaires consécutifs au déplacement des intéressés et des difficultés de leur réinsertion sociale rencontrées dans les milieux d'accueil, a-t-il indiqué.

Kisangani : un groupe électrogène de la MONUSCO pour relancer l'adduction d'eau

La mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RD Congo (MONUSCO) a prêté samedi 11 novembre un groupe électrogène de 350 KVA à la Direction provinciale de la Régie de distribution d'eau (REGIDESO) afin de l'aider à fournir de l'eau à la population. Depuis trois jours, cette entreprise publique chargée de la distribution et de la commercialisation de l'eau en RDC, n'est plus en mesure de fournir de l'eau potable à la population suite à un incident technique survenu à la centrale hydroélectrique de la Tshopo.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

Nouveau cas du choléra dans le Kasai

Une réunion d'urgence a été convoquée le samedi 11 novembre suite aux informations reçues. Vu l'urgence, six tonnes d'intrants ont été acheminés le dimanche dans les trois plus grands foyers apparus dans le Kasai.

LUCIE NGUSI M.

Le gouvernement, à travers le ministère de la Santé publique, a convoqué, le samedi 11 novembre, une réunion d'urgence sur la situation du choléra à la suite de récentes poussées de l'épidémie dans le Grand Kasai. C'est le ministre de la Santé publique, Dr Oly Ilunga, qui a présidé cette rencontre, dès son retour d'une mission du Mozambique et d'Afrique du Sud.

Vu l'urgence et suite aux informations reçues, six tonnes d'intrants ont été acheminées le dimanche 12 novembre dans les trois foyers du choléra dans le Kasai, à savoir Ngandajika, Mwene-Ditu et Luisa. Par ailleurs, une équipe d'experts est également arrivée à Ngandajika avec 4 000 litres de soluté de Ringer. A la semaine 44, allant du 30 octobre au 5 novembre 2017, des cas suspects de choléra ont été identifiés dans 72 zones de santé du pays. Les équipes du Programme national d'élimination du choléra et de lutte contre les autres maladies diarrhéiques (PNECHOL-MD) ont rapporté 2 001 cas, dont 600 localisés au Kasai. Et, sur les sept nouvelles zones de santé touchées, six sont aussi de cette région. Les équipes du PNECHOL-MD ont craint la propagation du choléra dans cette ré-



gion fragilisée du pays en raison de l'absence de structures des soins adaptées ainsi que la difficulté d'accès à la région. Elles avaient d'ailleurs tiré une première sonnette d'alarme le 23 août dernier.

UN NOUVEAU PLAN DE RIPOSTE

Ainsi, le professeur Didier Bompangue, coordinateur du PNECHOL-MD, a présenté un nouveau plan global de riposte contre le choléra axé sur la décentralisation de la coordination nationale dans les neuf provinces les plus touchées et sur une meilleure coordination de tous les acteurs actifs sur le terrain. « *L'heure n'est plus aux discussions mais à l'action. Nous parlons ici de pertes en vies humaines évitables. Notre devoir est de mettre en place des mécanismes d'intervention rapide afin d'éviter de revivre la catastrophe de 1994 à Goma* », a déclaré le professeur Bompangue.

Pour rappel, lors de la grande épidémie de choléra de 1994, 58 057 personnes avaient péri dont 12 000 à la première semaine de l'épidémie.

Dans un plaidoyer passionné, il a déploré le manque d'efficacité de certaines parties et il les a exhortées à revoir leurs méthodes de travail afin de les rendre plus efficaces. Il a d'ailleurs précisé que jusqu'à présent, seuls l'OMS et les gouvernements congolais et chinois avaient débloqué des fonds en faveur des équipes de professionnels de la santé du PNECHOL-MD déployées sur le terrain.

Le ministre de la Santé publique a conclu la réunion en déclarant que l'urgence impose d'avoir une meilleure coordination de tous les acteurs et toutes les interventions sur le terrain. Comme il l'a rappelé, une armée décentralisée, sans coordination centrale, ne peut pas gagner une bataille de cette envergure.

Ainsi, il a demandé aux différentes parties liées au ministère de la Santé publique ainsi qu'aux partenaires présents de faire un mapping détaillé des interventions en cours afin d'identifier clairement les gaps éventuels et organiser une riposte plus efficace et mieux coordonnée. On rappelle que depuis janvier 2017, nous comptons 43 852 cas suspects et 871 décès, soit une létalité de 1,9%. Par ailleurs, au moins un cas de choléra a été identifié dans 21 de 26 provinces de la RDC et 200 de 515 zones de santé ont déjà été touchées au moins une fois. L'épidémie de choléra a été déclarée en juillet 2017 lorsque le seuil critique de 1% de taux de létalité a été dépassé.

Commémoration : dépistage gratuit de 200 personnes contre le diabète à Lubumbashi

Le monde entier célèbre, le 14 novembre de chaque année, la journée mondiale du diabète. Pour cette année, la journée est commémorée sous thème « *Les femmes et le diabète* ». Concernant la République démocratique du Congo, 800 000 personnes sont touchées par cette maladie. Tel est le résultat du rapport publié par l'OMS en 2016.

Plusieurs activités sont organisées en marge de cette journée. Dans la province du Haut-Katanga, précisément à Lubumbashi, l'Association des diabétiques de Lubumbashi (ADL) a organisé une rencontre au cours de laquelle deux cents personnes dont l'âge varie entre 7 à 70 ans se sont fait dépister gratuitement le samedi 11 novembre à la Halle de l'Etoile à Lubumbashi. Cette rencontre a été organisée dans le but de sensibiliser les personnes à se faire dépister en vue de connaître leur taux de glycémie pour savoir comment adopter un mode de vie en connaissance de cause.

A l'issue de cette activité, une conférence-débat sur « *Comment ré-*



Npm : teste du diabète

duire les fardeaux du diabète » et « *la gestion du risque de contracter le diabète* » a sanctionné cette campagne de sensibilisation.

Le diabète constitue un problème de santé publique majeur. On a assisté au cours de dernières décennies à une augmentation constante du nombre de cas de diabète et de la prévalence de la maladie.

QUID DU DIABÈTE ?

À l'échelle mondiale, on estime que 422 millions d'adultes vivaient avec le diabète en 2014, comparé à 108 millions en 1980. Ce premier rapport mondial de l'OMS sur le diabète souli-

gne l'énorme ampleur du problème du diabète ainsi que la possibilité d'inverser les tendances actuelles.

Les pouvoirs publics, les prestataires des soins, les personnes diabétiques, la Société civile, les producteurs alimentaires, les fabricants et fournisseurs des médicaments et de technologies peuvent contribuer de manière significative à l'arrêt de l'augmentation du diabète et à l'amélioration de la vie des personnes vivant avec le diabète.

La Journée mondiale du diabète réunit la communauté mondiale du diabète autour d'un seul idéal : mobiliser et sensibiliser à la maladie du diabète, invitant les individus et les communautés à porter l'épidémie de diabète au-devant de la scène.

Cette campagne mondiale de mobilisation et de sensibilisation au diabète est reconnue officiellement par les Nations unies, conduite par la Fédération internationale du diabète (FID) - et portée par toutes les associations nationales des différents pays, dont la Fédération française des diabétiques.

Bunia : bilan controversé autour des échauffourées policiers-étudiants

Les manifestants protestaient contre la décision du ministre des Affaires foncières, attribuant une propriété de la concession de l'Université de Bunia à un commerçant.

DONATIEN NGANDU MUPOMPA

Le week-end dernier, le commissaire provincial de la Police de l'Ituri, le général Henri Kapend, a fait savoir que deux personnes avaient été blessées le vendredi 10 novembre à l'Université de Bunia (UNIBU), au cours des manifestations d'étudiants qui s'opposaient à la « cession » du terrain de leur campus, rapporte Radio Okapi.

Selon le responsable de la police, seize personnes avaient été interpellées après l'intervention des agents de l'ordre pour disperser les manifestants. Parmi eux, neuf étudiants qui ont été relâchés quelques heures après. Ce dernier a laissé entendre que les autres personnes interpellées allaient être transférées au parquet. Le général Kapend accuse les étudiants d'avoir tabassé un policier au point de lui fracturer une jambe.

Est-il que cette version des faits est contestée par le corps scientifique de l'UNIBU qui dénonce « l'usage disproportionné de la force par la police contre des manifestants pacifiques ».

A en croire l'assistant Claude Gotabo, porte-parole des enseignants de l'UNIBU, les forces de l'ordre ont réprimé cruellement les étudiants, alors que ces derniers manifestaient pacifiquement pour réclamer leurs droits.

Ce dernier a déclaré : « Nous



condamnons vigoureusement et sans complaisance l'usage disproportionné de la force par la Police nationale congolaise contre les étudiants manifestant pacifiquement ainsi que l'occupation du site universitaire par ces policiers ».

Selon lui, les forces de l'ordre ont, durant leur intervention, arraché des ordinateurs et téléphones portables ainsi que des ustensiles de cuisine des étudiants qu'ils n'ont pas remis. Il les accuse également d'avoir cassé les portes des résidences universitaires.

LE POUCE D'UN ÉTUDIANT AMPUTÉ

A titre de rappel, le vendredi 10 novembre, les étudiants de l'Université de Bunia (UNIBU) ont organisé dans la matinée une manifestation pour protester contre la décision du ministre des Affaires foncières, attribuant la propriété de la concession de l'UNIBU à un commerçant. Des policiers dépêchés sur place les ont dispersés en tirant des gaz lacrymogènes. Au cours de cette manifesta-

tion, plusieurs dizaines d'étudiants de l'UNIBU ont brûlé des pneus à l'entrée du campus tôt dans la matinée pour manifester leur colère. Des étudiants contactés ont fait savoir que des gaz lacrymogènes ont été tirés jusque dans les auditoriums et les résidences universitaires, provoquant la débandade parmi les étudiants qui logent à l'Université de Bunia.

Certains étudiants ont affirmé avoir perdu leurs biens alors que d'autres ont fait état de l'arrestation de leurs camarades, sans plus de détails.

Un étudiant de 3^{ème} année de graduat médecine a perdu son pouce dans cette confusion, ont fait savoir des sources hospitalières qui ont confié qu'au regard de la gravité de la blessure, la main de la victime devra être amputée.

Contacté par Radio Okapi au moment des faits, le général Henri Kapend, commissaire provincial de la police en Ituri, qui, selon des sources locales, a lui-même mené cette opération, n'avait pas préféré se prononcer sur les incidents rapportés.

Tanganyika : des jeunes sensibilisés aux méfaits de la violence communautaire

La mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) a expliqué la semaine dernière aux jeunes de la province Tanganyika réunis à Kalemie son nouveau projet nommé «réduction de la violence communautaire» dans l'objectif d'outiller ces jeunes à combattre la violence dans la province. Pour atteindre cet objectif, la section Démobilisation, désarmement, réinsertion et rapatriement (DDRR) de la MONUSCO a proposé à ces jeunes comme approches la conception et la proposition aux partenaires des projets rémunérés qui mettent ensemble des communautés en conflit, en l'occurrence les Bantous et Twas.

Kananga : les agents de la SCPT réclament leurs arriérés de salaires

Les agents et cadres de la Société commerciale des postes et télécommunications (SCPT) au Kasai Central et au Kasai réclament le paiement de six mois d'arriérés de salaires. «Les travailleurs souffrent ! On a fait partir leurs enfants de l'école (faute de paiement des frais scolaires). Ceux qui sont locataires sont chassés des maisons», a témoigné jeudi 9 novembre Félix Muambayi, président de la délégation syndicale de la société dans les deux provinces.

De son côté, le directeur provincial de la SCPT, Ben Tshiamala, indique qu'il ne peut pas engager des dépenses sans l'autorisation de la direction générale. Il dit lui-même avoir des arriérés de salaire. Radio Okapi a tenté d'entrer en contact avec la direction générale de la SCPT, sans succès.

RDC : deux chefs coutumiers en appellent à la cohésion nationale

Les chefs coutumiers Lemba-Lemba Kel'hekatwa de Bakua Lonji 1 de la province du Kasai Oriental et Kabaré Rugemaninzi 2 de la province du Sud-Kivu demandent aux Congolais de se surpasser en vue de préserver la cohésion nationale et la paix durable.

«Nous demandons à tous les Congolais de prendre leur mal en patience afin d'éviter l'écoulement inutile du sang des Congolais. Le peuple congolais est sans ignorer que notre pays traverse une période tumultueuse de son histoire. Les Congolais que nous sommes, pouvons résoudre nos problèmes en revenant sur le bon sens et nous dire la vérité afin de préserver la cohésion et une paix durable», a déclaré le chef Lemba-Lemba.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

Le marketing relationnel : un outil pour l'autonomisation financière de la Congolaise

DÉBORAH MANGILI (STAGIAIRE)

La structure des femmes autonomes de la société Forever a échangé, samedi 11 novembre, avec les Congolaises autour du thème « *Le bien-être et l'indépendance pour l'autonomisation financière de la femme* ». Cadre choisi : salle Crek située dans la commune de la Gombe. « *L'autonomisation est cette capacité non seulement de faire les choses par soi-même mais également de se prendre en charge* », a expliqué Sylvie Tela, une des initiatrices de ce forum. Il s'agit aussi d'impacter les autres, les aider à aller de l'avant.

Le clou de cette rencontre a été, sans conteste, la projection d'un film, au travers une vidéo-gag. D'une quinzaine de minutes, le film raconte l'histoire d'une femme congolaise par son époux mais vite récupérée par son voisin. Qui, contre attente, a lâché : «

Si tu n'en a pas besoin, c'est tout le contraire pour moi. »

La leçon à tirer, selon Sylvie Tela, est que la femme doit connaître son potentiel. Car, s'est-elle expliquée, si la femme visionnée dans la vidéo se connaissait, elle ne serait pas comparée à l'objet convoité par tout le monde. Indignée, Sylvie Tela a révélé que l'échec de la femme, c'est de ne pas avoir un projet.

Elle a ensuite traduit en français, à l'attention des participantes, cette phrase en anglais « *If you can dream it, you can do it* » qui veut dire « *que tout ce qu'un être est capable de concevoir, il peut le réaliser* ».

Le business du 21^{ème} siècle, a-t-elle révélé, est le marketing du réseau, autrement appelé marketing relationnel. « *Ce système de travail est l'actuel moyen de se procurer une indépendance financière* », a-t-elle suggéré. Avant de préciser que ce sys-

tème de travail est retrouvable en République démocratique du Congo au sein de l'entreprise qui l'emploie.

Cette entreprise, a-t-elle fait savoir, nous offre de multiples avantages. Il s'agit, entre autres, de l'opportunité de devenir son propre patron, des investissements limités et sans risque, d'une possibilité de travailler à temps partiel et à temps plein, d'une industrie croissante de la santé et de la beauté, de l'investissement dans la santé des proches, d'avoir plusieurs sources de revenus (inter)nationales, de guider les autres vers la liberté financière et d'avoir un style de vie libre et des revenus mesurables en héritage.

Ont pris part à cette rencontre des femmes de différentes catégories sociales, à savoir des artistes, peintres, journalistes, chargées de communication et femmes du secteur immobilier.

Situation humanitaire en RDC

L'Union africaine vole au secours des populations vulnérables

La situation humanitaire de la RDC reste précaire. L'Union africaine vient de déboursier une somme de 100 000 Usd pour venir en aide aux populations vulnérables.

HERVÉ NTUMBA

L'Union africaine a procédé, hier lundi 13 novembre à l'Hôtel du gouvernement, à la remise de don à titre de réponse d'urgence aux besoins humanitaires en République démocratique du Congo.

Touchée par la situation préoccupante que traverse la RDC dans certaines provinces, l'Union africaine a décidé de renforcer le partenariat avec le gouvernement congolais, en lui octroyant un chèque de 100 000 Usd afin d'aider les populations en situation de crise.

L'ambassadeur de la République du Mali en Éthiopie et représentant permanent auprès de l'Union africaine, Fafre Camara, a présenté ses condoléances au gouvernement de la République à la suite du déraillement d'un train qui a causé une trentaine de

morts dans la province de Lualaba, avant d'expliquer la raison de leur mission en terre congolaise. « Notre mission est de renforcer non seulement le partenariat que nous avons scellé avec la RDC, mais également d'exprimer notre solidarité adjacente », a-t-il expliqué.

Dans cet ordre d'idées, il a fait savoir que la délégation était dernièrement à Kananga, en vue de s'imprégner de la situation humanitaire des Kasaiens. Enfin, le diplomate malien a annoncé l'installation en 2018 de l'agence humanitaire de l'Union africaine en RDC dans le but d'assister le gouvernement congolais.

100 000 USD REMIS À LA CROIX-ROUGE

Eu égard à la situation préoccupante causée par l'activisme des ADF/Nalu et la milice de Kamuina Nsapu, l'Union africaine a résolu de voler au secours des populations vulnérables, en accordant 100 000 Usd au gouvernement congolais à travers le ministère de la Solidarité et Action humanitaire pour une assistance sociale.



De son côté, le ministre de la Solidarité et Action humanitaire, Biango Sango, a remercié l'Union africaine pour avoir posé un geste de générosité en faveur du peuple congolais, en indiquant que ce fonds sera géré par la Croix-Rouge de la République démocratique du Congo.

À cette occasion, il a salué la volonté du chef de l'Etat, Joseph Kabila, pour avoir placé aussi l'assistance sociale parmi ses priorités.

Le vice-président de la Croix-Rouge/RDC, Gaston Nyimu, a, quant à lui, remercié le gouvernement pour avoir pensé à cette organisation hu-

manitaire, en l'identifiant comme agence de mise en œuvre de ce don de l'Union africaine orientée vers une réponse d'urgence aux besoins humanitaires en République démocratique du Congo.

« Cet acte prouve à suffisance la volonté et la détermination du gouvernement à accompagner la Croix-Rouge dans les initiatives et actions menées en faveur des populations en situation de détresse », a-t-il fait valoir.

Et d'ajouter : « Ce choix porté sur la Croix-Rouge par notre gouvernement vient, encore une fois, concrétiser le rôle d'auxiliaire des pouvoirs publics que joue la Croix-Rouge de la RDC aux côtés de son gouvernement lors de la mise en œuvre des programmes de réponse aux besoins humanitaires lors des situations de crise, catastrophes, épidémies ... ».

Enfin, le ministre de la Solidarité et Action humanitaire a signé le certificat d'appréciation en vue d'approuver la volonté et la détermination de l'Union africaine de s'impliquer dans les problèmes de la RDC.

Projet « Clubs des jeunes contre la violence » : la CONEPT RDC en campagne dans les écoles de Kinshasa

ST AUGUSTIN K.

En partenariat avec l'ONG PROMUNDO et l'ambassade de Suède en RDC, la Coalition nationale de l'éducation pour tous (CONEPT RDC) a déployé, les vendredi 10 et samedi 11 novembre, une intense activité dans trois communes de la capitale : Bumbu, Makala et Kintambo. C'est un total de quinze écoles du primaire et du secondaire qui étaient concernées par cette première phase, en raison de cinq écoles par municipalité.

En fait, il s'agissait de clôturer en beauté la première phase de la campagne au niveau local du projet « Clubs des jeunes contre la violence à Kinshasa ».

En organisant cette campagne, la CONEPT RDC voulait sensibiliser les élèves, les parents, le personnel de l'école, les amis des jeunes..., la société en général, au rôle clé que ces jeunes et adolescents peuvent jouer dans la prévention de la violence et la promotion de l'égalité des genres. Il s'agissait également de les informer sur les problèmes liés à la participation des jeunes et adolescents dans les groupes violents.

Au cours de la cérémonie, des jeunes ont témoigné sur l'impact de la formation reçue durant trois mois. A travers des saynètes sur les thématiques développées durant la formation et des chants, ces jeunes ont juré de ne plus retomber dans la vio-



lence. Des parents et personnel de l'école ont aussi témoigné sur le changement de comportement observé dans le chef de ces jeunes dont la plupart deviennent des auxiliaires de la direction de discipline au sein des établissements scolaires fréquentés. A travers les différents messages élaborés par les jeunes, la communauté a pris conscience du méfait de la violence et surtout la participation des jeunes et adolescents de 10 à 19 ans à des groupes violents.

RECOMMANDATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

L'autorité municipale a apprécié à sa juste valeur l'initiative avant de solliciter qu'elle soit étendue à un plus grand nombre d'écoles et autres cercles de jeunes à travers la capitale.

Emerveillés par l'initiative, les invités ont demandé à la CONEPT RDC d'en faire large diffusion pour que ce résultat soit implémenté dans toutes les municipalités de la capitale et dans

l'arrière-pays, où la violence gagne du terrain chaque jour.

Mais pour assurer le suivi et préserver les acquis de cette première phase, ils ont souhaité que les jeunes -noyau de changement- soient encadrés et responsabilisés pour qu'ils retombent pas dans la violence et travaillent à l'encadrement des autres jeunes qui seront recrutés pour la deuxième phase qui s'ouvre déjà le samedi 19 novembre. Au cours de cette phase de la formation des jeunes contre la violence à Kinshasa, le nombre d'écoles ciblées passera de cinq à dix, notamment pour la commune de Bumbu. Et le partenariat CONEPT, PROMUNDO va se poursuivre jusqu'en 2019. Les parents sont donc conviés à continuer à faire confiance à l'initiative et surtout à envoyer les plus d'enfants possibles vers les clubs des jeunes pour la lutte contre la violence.

Les écoles bénéficiaires, en plus de remerciements à l'endroit de leurs bienfaiteurs, ont formulé aux jeunes

bénéficiaires de la formation qui ont l'obligation d'adopter des attitudes de changement, de conscientiser les autres jeunes à adhérer à l'initiative et d'être de vrais élus du changement.

Aux parents, elles ont demandé de continuer à entretenir cette confiance envers la CONEPT d'envoyer beaucoup d'enfants lors de la prochaine campagne et poursuivre l'encadrement pour que ces jeunes se montrent dignes de la formation reçue. La CONEPT RDC et PROMUNDO doivent, en ce qui les concerne, multiplier ce genre de formations qui luttent contre le phénomène kuluna dans les quartiers et communes de la capitale ; assurer l'encadrement des jeunes pour faire d'eux des agents de développement.

La CONEPT RDC a remis à chaque école cible un gros dictionnaire Le Petit Larousse édition 2018, Le Petit Robert édition 2016 et une clé donnant accès à la version électronique de ce dictionnaire. On rappelle que durant trois mois, les jeunes -noyau de changement- ont été soumis des séances intenses de formation sur, entre autres modules, « Genre et sexualité », « Pouvoir et relation », « Comprendre la violence et le cycle de violence », « Expressions et gestes des émotions », « Communication pour la transformation des conflits », « Sexualité et intimité », « Genre, santé sexuelle et reproductive », « Usage et abus des substances psycho actives », etc.

La relation Chine-Afrique entre croissance et dépendance

Depuis quelques mois, les études se multiplient au sujet de la relation Chine-Afrique. Mais leurs conclusions divergent. Le cabinet américain McKinsey a ainsi réveillé l'intérêt de nombreux observateurs sur cette relation. Poétiquement intitulée « La danse des lions et des dragons », l'étude menée par trois économistes met en avant l'importance des investissements chinois sur le continent et leur potentiel.

Selon leur rapport, les entreprises chinoises généreraient déjà 12 % de la production industrielle africaine estimée à 500 milliards de dollars (430 milliards d'euros). Dans le secteur des infrastructures, la part de marché des entreprises chinoises atteindrait déjà 50 %. Plus de dix mille entreprises chinoises opèrent sur le continent et 90 % d'entre elles sont privées. De quoi briser certaines idées reçues. Leurs revenus générés en Afrique pourraient croître de 144 % et atteindre 440 milliards de dollars d'ici à 2025, selon les économistes de McKinsey qui classent les bons et les mauvais élèves : Afrique du Sud et Ethiopie en tête, Zambie et Angola en queue de peloton.

LE CONTINENT LE PLUS DÉPENDANT DE LA CHINE

Mais ce qui ressort surtout de cette étude pour le moins optimiste, ce sont les profondes inégalités de la relation Chine-Afrique. Le cabinet américain ne s'est penché que sur les cas de huit pays parmi les plus emblématiques, interrogeant un millier d'entreprises. Difficile donc de généraliser à partir de cette seule étude à l'ensemble du continent. C'est la raison pour la-

quelle la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) a pour sa part jeté un pavé dans la mare.

Que disent cette fois ses économistes ? « Les investisseurs chinois restent d'abord motivés par la quête des matières premières », explique Ruben Nizard, économiste et coauteur du rapport. Depuis des années, on parle de diversification des économies africaines, mais la réalité, c'est que nous en sommes encore très loin. C'est intéressant de voir que seuls les pays relativement pauvres en matières premières comme l'Ethiopie ont une relation plus équilibrée avec la Chine. Pour les autres, nous dressons un constat de forte dépendance autour du pétrole, des matières premières brutes minérales et des métaux. Ils représentent 90 % du total des exportations africaines vers la Chine. »

L'Afrique est ainsi le continent le plus dépendant de la Chine. En 2016, l'Afrique subsaharienne affiche un coefficient de dépendance (sur une échelle allant de 0 à 1) aux exportations bien plus élevé que les autres pays émergents : 0,24, contre 0,16 par exemple pour l'Asie du Sud-Est et 0,19 pour le trio Russie, Brésil, Inde. Le différentiel est encore plus important avec l'Union européenne (0,07) et les Etats-Unis (0,12).

La forte volatilité des cours des matières premières, on l'a vu lors de la crise de 2014-2015 et la baisse de près de moitié en quelques mois des exportations vers la Chine, fragilise considérablement les économies africaines. Le Soudan, l'Angola, le Congo-Brazzaville et la Mauritanie sont les plus dépen-

dants de la Chine, et donc les plus fragiles.

« DES PISTES DE DIVERSIFICATION »

« Le mariage de raison va-t-il durer ? », s'interroge la Coface de façon beaucoup plus pessimiste que ses confrères américains. « On s'attend à une baisse de l'activité en Chine et les économies africaines vont devoir s'y adapter. Si la demande chinoise diminue, c'est d'abord parce que la structure de l'économie chinoise change rapidement, explique Julien Marcilly, économiste en chef de la Coface. Non seulement la croissance chinoise va ralentir, mais, surtout, les secteurs qui sont liés aux infrastructures et aux matières premières sont davantage pénalisés en Chine que les secteurs liés à l'émergence de la classe moyenne et donc à la consommation des ménages. Tout le défi pour les pays émergents d'Afrique subsaharienne, c'est d'arriver à restructurer et à changer leurs exportations pour davantage bénéficier de ces secteurs porteurs en Chine. »

Afin d'atténuer les chocs, les pays africains doivent trouver d'autres produits que le pétrole et les minerais à exporter vers la Chine. Plusieurs pistes sont évoquées : d'abord les industries de transformation des matières premières. « Au Congo-Kinshasa, par exemple, le cuivre est de plus en plus transformé localement, mais essentiellement encore via des entreprises chinoises implantées sur place. Au Congo-Brazzaville, une nouvelle loi oblige ces entreprises à n'employer que 20 % de main-d'œuvre chinoise. Ces deux mou-

vements sont des pistes à creuser afin de permettre aux économies africaines de se diversifier et ainsi de trouver d'autres clients que la Chine et stimuler l'emploi local. »

Les pistes concernant d'autres secteurs que les métaux et les minerais sont aujourd'hui encore relativement marginales. Il s'agit de l'agriculture (bois de rose, tabac, sésame et oranges d'Afrique du Sud) et de la production d'articles manufacturés. « Ce sont des pistes de diversification, mais il ne faut pas perdre de vue que les matières premières sont de très loin la priorité des entreprises chinoises en Afrique. » Certains, comme l'économiste Irène Yuan Sun, elle aussi consultante chez McKinsey, prédisent que l'Afrique deviendra à son tour « l'usine du monde », mais la production d'articles manufacturés représente moins de 1 % des exportations africaines (quelques centaines de millions de dollars seulement à l'échelle du continent). « C'est encore très anecdotique. La main-d'œuvre africaine est plus chère qu'en Asie et elle souffre d'un grave déficit d'éducation. » Résoudre ces problèmes ne se fera pas en quelques années.

Il est toujours difficile d'imposer ses conditions à son principal client, mais le prochain forum Chine-Afrique, le Focac 2018, qui aura lieu cette fois à Pékin, doit être l'occasion de revoir les termes de cette relation si particulière. Et, pour l'Afrique, de trouver enfin un modèle de croissance équilibrée en prenant en compte le poids des matières premières.

SÉBASTIEN LE BELZIC
(CHRONIQUEUR LE MONDE AFRIQUE)

Aide au développement ou néocolonialisme ?

La solution à la pauvreté mondiale est plus simple que vous ne le pensez, à condition d'adopter une nouvelle stratégie philanthropique de manière à changer notre vision de nous-mêmes et de ceux que nous espérons aider.

Dans le prochain rapport annuel de la Banque mondiale, à paraître en 2018, pour la première fois, l'impact des petites réformes institutionnelles (comme le renforcement des droits de propriété privée), sur le niveau de pauvreté, sera quantifié. Les résultats montrent que, pour chaque augmentation de cinq unités du score d'un pays sur l'indice « Doing Business », il s'en suit une baisse d'un pourcent du niveau de pauvreté. En d'autres termes, plus un gouvernement permet aux pauvres d'exercer leurs droits économiques, moins le niveau de pauvreté est haut dans ce pays.

EFFORTS HONNÊTES, CONSÉQUENCES INATTENDUES

Ainsi, les pauvres savent mieux que nous ce qu'il faudrait faire pour sortir de la pauvreté. Alors pourquoi nous ne les laissons pas faire ? D'évidence, le courant dominant de l'aide au développement perpétue un paternalisme reposant sur l'expertise technique des étrangers en ignorant totalement les choix des bénéficiaires locaux.

Prenons l'exemple des experts étrangers, représentant le Millennium Villages Project, qui ont recommandé

et soutenu financièrement de nouvelles cultures et méthodes agricoles dans un village ougandais. Ça a marché, puisque les rendements des récoltes ont considérablement augmenté, mais rapidement les villageois ont fini par être malheureux, même rancuniers, car il n'y avait pas de débouchés pour écouler leurs récoltes qui ont fini par pourrir. En fait, il s'est avéré que le coût pour amener les camions au village afin de transporter la récolte supplémentaire sur le marché a dépassé sa valeur. D'évidence, si les villageois avaient été consultés lors de la réalisation du programme, ils auraient pu évaluer le risque dans le contexte.

Il existe d'innombrables histoires telles que l'aventure du village ougandais pour apprendre de ses erreurs en dépit des efforts honnêtes et des bonnes intentions. La conséquence est que le monde en développement est étouffé des conséquences de grands projets construits de toute pièce par des experts extérieurs déconnectés du milieu. Le colonialisme brutal du passé a cédé la place à l'industrie de l'aide apparemment sérieuse et généreuse.

En 2016, l'aide au développement dans le monde a atteint un nouveau sommet de 143 milliards de dollars. Ce serait une nouvelle encourageante si l'aide au développement avait permis de réaliser des changements économiques durables. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Un nombre croissant

d'experts en développement économique de haut niveau, parmi eux le lauréat du prix Nobel de 2015, Angus Deaton, mettent en garde contre le modèle actuel d'aide pour atténuer la pauvreté systémique dans le monde, car il fait plus de mal que de bien et doit être abandonné.

Bien sûr, faire face aux pauvres du monde est tout aussi troublant que de constater que nos meilleurs efforts philanthropiques au cours des 60 dernières années ont peut-être empêché le succès économique parmi ceux qui en ont le plus besoin. Cela dit, nous pouvons nous reconforter maintenant en reconnaissant qu'il y a une meilleure façon de faire les choses.

ILS DOIVENT DIRIGER, NOUS DEVONS SUIVRE

L'année dernière, en Inde, un groupe de réflexion indépendant, appelé Centre for Civil Society (Centre pour la société civile), a plaidé et a réussi à faire pression pour abroger les exigences de capital minimum lors de la création d'entreprises, une pratique qui impose un fardeau disproportionné aux pauvres. Ce changement a augmenté le score et amélioré le classement de l'Inde dans l'indice « Doing Business » de la Banque mondiale. Concrètement, cela se traduit par l'équivalent de 321 000 personnes qui ont pu elles-mêmes sortir de la pauvreté. Ainsi, au lieu de s'évertuer à aider les pauvres, l'Inde

leur a redonné de la dignité en rétablissant un droit économique. Ces personnes ayant les connaissances nécessaires pour progresser durablement ont pu profiter des opportunités qu'elles jugent pertinentes.

Les études montrent que les personnes démunies se déplacent vers des pays ayant des droits économiques garantissant la prospérité. Comme l'explique l'expert en développement de Harvard, Lant Pritchett : « Il n'y a pas de pauvres. Il y a des gens qui vivent dans des endroits pauvres ». Cela signifie que des réformes internes contextualisées sont indispensables. Le modèle de l'aide conçue à l'étranger est un échec.

Avec son budget annuel d'environ 1 million de dollars, Centre for Civil Society réalise ce que des milliards n'ont pas réussi à faire. Et il existe des organisations similaires à travers le monde qui font de même.

Pour les étrangers, la philanthropie privée à l'appui de ces organisations locales est la meilleure façon de faire une grande différence car elles permettent de restaurer les droits économiques dans le monde entier. Ils doivent diriger, nous devons suivre, si nous voulons commencer à faire du vrai développement durable.

MATT WARNER,
CHEF EXÉCUTIF À ATLAS NETWORK

La BAD et l'UE s'engagent à injecter 18 millions \$ dans l'autoroute du corridor Abidjan-Lagos

La Banque africaine de développement (BAD) et l'Union européenne (UE) vont injecter chacune 9 millions \$ dans la construction d'une autoroute de 1 008 kilomètres qui connectera Lagos à Abidjan, en passant par d'autres villes ouest-africaines. L'information a été donnée par le Président de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Marcel Alain de Souza. Le corridor Abidjan-Lagos qui traversera cinq pays de la région, dont la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Bénin, le Togo et le Nigéria, desservira les ports maritimes locaux où transitent environ 90% des exportations, et 60% des importations de la sous-région. Selon M. de Souza, ces fonds promis par les deux institutions ne concernent que la phase opérationnelle du projet, l'étude de faisabilité qui pourrait démarrer le 26 janvier prochain étant financée à hauteur du million de dollars par chacun des pays membres participants. Déplorant le retard dans la mise en œuvre du projet malgré son importance pour le développement de l'économie régionale, le dirigeant a indiqué que la construction devrait commencer dans six mois. « Nous avons discuté avec l'ancien président nigérian, Olusegun Obasanjo et d'autres acteurs du secteur privé pour nous soutenir.

Tunisie : le déficit commercial affiche un niveau record de 5,28 milliards \$, sur fond d'inquiétude généralisée

En Tunisie, le déficit commercial s'est élargi de 23,5% sur les dix premiers mois de 2017 pour atteindre 13,210 milliards de dinars (5,28 milliards de dollars), un niveau record, a annoncé vendredi l'Institut national des statistiques cité par Reuters. La situation devient inquiétante dans la mesure où les réserves de change ne peuvent désormais couvrir que 93 jours d'importations. De 10,710 milliards de dinars pour la même période l'an dernier, et de 12,6 milliards de dinars pour l'ensemble de l'année 2016, le solde commercial s'est détérioré après une hausse de 19,6% des importations. Les exportations n'ayant pu évoluer au même rythme. « Le déficit commercial a atteint un niveau historique et dangereux, nous devons arrêter cette dégringolade », a déclaré aux journalistes le gouverneur de la Banque centrale, Chedli Ayari.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

Cop23 : les villes et les transports s'engagent à agir davantage et plus vite

A la 23^{ème} conférence des nations Unies sur le climat à Bonn en Allemagne, les Villes, les transports et les défenseurs des océans ont annoncé samedi de nouvelles initiatives en faveur d'une action climatique plus poussée et plus rapide.

AMK AVEC UN.ORG

Ces annonces ont été faites dans le cadre du Partenariat de Marrakech pour l'action climatique mondiale, créé l'an dernier pour catalyser l'action des acteurs étatiques et non étatiques afin d'aider à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat adopté en 2015.

Une nouvelle Alliance pour la décarbonisation des transports (ADT) a été présentée par la France, les Pays-Bas, le Portugal, le Costa Rica et le Processus de Paris sur la mobilité et le climat (PPMC) afin de stimuler le leadership politique dans le secteur. Les transports contribuent pour environ un quart de toutes les émissions de CO2 liées à l'énergie et environ 15 à 17% de l'ensemble des émissions humaines de CO2. « Une action plus ambitieuse et mieux coordonnée dans le domaine des transports est nécessaire pour respecter l'Accord de Paris », a déclaré José Mendes, Vice-ministre de l'environnement du Portugal.

Six autres initiatives dans les transports ont également été présentées à Bonn : below50 (accroître le marché mondial des carburants les plus durables); l'Alliance Eco-mobilité (villes engagées dans le transport durable); EV100 (accélération de la transition vers l'électromobilité); Walk 21 (valoriser et offrir davantage d'options pour les piétons); la Stratégie mondiale pour des carburants et des véhicules moins polluants ; et l'Initiative de transformation de la mobilité urbaine (accélération de la mise en œuvre du développement du transport urbain durable).

LES VILLES ACCÉLÈRENT LA COORDINATION DE LEUR ACTION CLIMATIQUE

À la COP 23, des villes ont également annoncé de nouvelles initiatives pour mieux coordonner leurs nombreux engagements en matière de lutte contre le changement climatique et obtenir ensemble des résultats plus importants et plus rapides. « Les gouvernements locaux et régionaux prennent des engagements qui aideront les gouvernements nationaux à combler le fossé entre les engagements nationaux actuels et les réductions d'émissions nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris », a déclaré Gino Van Begin, Secré-

taire général d'ICLEI – Gouvernements locaux pour la durabilité.

Les zones urbaines représentent environ les deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre provenant de la consommation énergétique mondiale. Leur contribution globale aux émissions totales de gaz à effet de serre est estimée entre 37 et 49% dans le monde.

Lors d'une conférence de presse, le maire de Pittsburgh (Etats-Unis), William Peduto, a souligné que 367 maires américains ont maintenant accepté de « faire partie de l'Accord de Paris, peu importe ce que fait notre gouvernement fédéral ». « Cela va se passer au niveau local », a-t-il affirmé.

Les nouvelles initiatives annoncées samedi incluent notamment les efforts de l'ICLEI et du Partenariat mondial NDC (Contributions déterminées au niveau national) pour concevoir, mettre en œuvre et aligner les stratégies d'action sur le climat à tous les niveaux de gouvernement. En outre, l'Alliance pour le leadership des villes en matière de financement climatique (CCFAL) est en train de cartographier les financements disponibles pour les faire correspondre aux projets d'infrastructure connus, afin d'aider les gouvernements locaux à identifier ces financements.

Le FMI conclut un accord préalable avec la Mauritanie sur un programme triennal de 163 millions \$

Le FMI a annoncé avoir conclu avec les autorités mauritaniennes un accord ad referendum au niveau des services sur un programme de réformes économiques pouvant être appuyé par un accord triennal au titre de la facilité élargie de crédit (FEC).

Cet accord, qui toutefois subordonné à l'approbation de la Direction et du Conseil d'administration du FMI, prévue en décembre 2017, permet à la Mauritanie d'avoir accès à un crédit allant jusqu'à 115,920 millions de droits de tirages spéciaux (DTS), soit environ 162,8 millions \$, sur une période de trois ans. Pour la mission du FMI dirigée par Eric Mottu qui a séjourné du 25 septembre au 6 octobre dernier à Nouakchott et ultérieurement à Washington, « le programme de réformes économiques de la Mauritanie, soutenu par le FMI, vise à favoriser une croissance inclusive et diversifiée qui permettra d'améliorer le niveau de vie de la population, à maintenir la stabilité macroéconomique, à rétablir la viabilité de la dette et à réduire la pauvreté ».

Ainsi, en s'appuyant sur les efforts d'ajustement et de réformes déployés par les autorités au cours des deux dernières années, le programme impliquera la poursuite d'un assainissement progressif des finances publiques afin de renforcer la viabilité de la



dette. Ceci, tout en créant l'espace budgétaire nécessaire pour augmenter les dépenses sociales et l'investissement dans les infrastructures grâce à la mobilisation de recettes, à l'établissement de priorités parmi les dépenses et à des réformes de la gestion de l'investissement public.

Par ailleurs, ce programme prévoit la mise en place d'un marché des changes compétitif et d'un cadre modernisé de politique monétaire, afin d'assurer l'accès régulier aux devises, d'assouplir le taux de change, d'assurer la liquidité et de soutenir la croissance. Ajoutée à cela, la prise de mesures visant à renforcer la supervision bancaire, améliorer le climat des affaires et développer le dispositif de sécurité sociale.

Enfin, selon le FMI, ce programme de réformes économiques catalysera aussi l'appui des partenaires au développement, afin de soutenir la mise en œuvre de la stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) des autorités mauritaniennes pour la période 2017-30.

La SCAPP étant présenté comme le nouveau référentiel sur lequel le gouvernement de la Mauritanie « va bâtir la politique de développement pour la période 2016/2030, sur la base des objectifs de développement durables (ODD), adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies (ONU) en septembre 2016, et de l'agenda 2063 de l'Union africaine (UA) ».

AGENCE ECOFIN/LP

Togo : l'opposition appelle à trois nouvelles journées de manifestation

L'opposition togolaise appelle « travailleurs, étudiants, lycéens, collégiens... » à rejoindre « très nombreux la contestation nationale du peuple souverain » jeudi, vendredi et samedi dans tout le Togo. Ces nouvelles journées de manifestation ont été annoncées, dimanche, par une coalition de 14 partis d'opposition.

L'opposition togolaise a appelé dimanche soir à trois nouvelles journées de manifestation contre le pouvoir du président Faure Gnassingbé, qui fait face depuis près de trois mois à une contestation populaire dans tout le pays.

« Travailleurs, étudiants, lycéens, collégiens... Rejoignons très nombreux la contestation nationale du peuple souverain » jeudi, vendredi et samedi dans tout le Togo, a déclaré dans un communiqué Eric Dupuy, porte-parole de la coalition de 14 partis d'opposition à l'initiative des manifestations.

Selon M. Dupuy, les chefs de l'opposition avaient prévu de se rendre à Sokodé, Bafilo et Mango, trois villes du Nord qui ont été le théâtre de violents affrontements entre for-

ces de l'ordre et manifestants depuis fin août.

« Mais le gouvernement nous a notifié qu'il n'acceptera pas qu'on aille dans ces trois villes (...) Nous ne baisserons pas les bras. Ces trois villes sont en état de siège. Nous avons la ferme intention de nous rendre dans ces villes prochainement », a-t-il expliqué à l'AFP.

Vendredi, le président Gnassingbé a accusé l'opposition d'être responsable des violences. « Ceux et celles qui organisent ces manifestations portent la lourde responsabilité des victimes que les participants ont faites et des dégâts qu'ils ont causés », a-t-il déclaré devant des soldats.

L'opposition organise des marches quasi-hebdomadaires pour demander la démission du président Gnassingbé, à la tête du Togo depuis 2005. Il a succédé à son père, le général Gnassingbé Eyadéma, qui a dirigé sans partage le pays pendant 38 ans.

Seize personnes ont été tuées en deux mois, dont des adolescents et deux militaires lynchés par la foule,



L'opposition togolaise exige le départ du président Faure Gnassingbé (Photo/AFP).

selon un bilan établi par l'AFP.

Le gouvernement a promis d'organiser un référendum pour faire adopter une réforme prévoyant notamment une limitation des mandats

présidentiels, mais la mesure n'est pas rétroactive, permettant à M. Gnassingbé de se présenter aux scrutins de 2020 et de 2025.

LP

Arrivée à Doha de SM le Roi Mohammed VI

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, accompagné de SA, le Prince Moulay Ismail, est arrivé dimanche en début de soirée à Doha, en provenance de l'Etat des Emirats Arabes Unis, pour une visite officielle à l'Etat du Qatar.

A sa descente d'avion à l'aéroport international Hamad, le Souverain a été accueilli par l'Emir du Qatar, Son Altesse Cheikh Tamim Ben Al Thani avant de passer en revue un détachement de la Garde l'honneur.

Sa Majesté le Roi a par la suite été salué par le Vice-émir du Qatar, S.A Cheikh Abdallah Ben Hamad Al Thani, le ministre des Affaires Etrangères du Qatar, Cheikh Mohammed Benabderrahmane Al-Thani, Cheikh Jouaan Ben Hamad Al Thani, le Chef du cabinet princier, Cheikh Khalid Ben Khalifa Al Thani, et l'ambassadeur du Qatar à Rabat, M. Abdullah Ben FALAH Abdullah Al Dawssari.

Le Souverain a également été salué par l'ambassadeur du Maroc à Doha, M. Nabil Zniber et des membres de la mission diplomatique marocaine au Qatar.

Après une brève pause au salon d'honneur de l'aéroport international Hamad, le cortège des deux Chefs d'état s'est dirigé au "Diwan Emiri" où SM le Roi Mohammed VI aura des entretiens avec son frère, S.A Cheikh Tamin Ben Hamad Al-Thani.

SM le Roi est accompagné, lors de cette visite, d'une importante délégation composée notamment des Conseillers du Souverain, MM. Fouad Ali El Himma, Yassir Znagui et Abdelatif



SM le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'assiste, accompagné de SAR le Prince Moulay Rachid, est arrivé jeudi à Doha, en provenance du Royaume de Bahreïn, et ce dans le cadre d'une visite de travail et de fraternité à l'Etat du Qatar.

Menouni, et des ministres des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale, M. Nasser Bourita.

UNE CÉRÉMONIE D'ACCUEIL EN L'HONNEUR DU ROI

L'Emir de l'Etat du Qatar, Son Altesse Tamin Ben Hamad Al Thani a offert, dimanche au "Diwan emiri" à Doha, une cérémonie d'accueil officielle en l'honneur de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

A leur arrivée au "Diwan Emiri", le Souverain et SA Cheikh Tamim Al Thani, ont gagé la Tribune d'honneur pour saluer les couleurs nationales au

son des hymnes nationaux des deux pays, avant de passer en revue un détachement de la Garde d'honneur.

Par la suite Sa Majesté a été salué par plusieurs personnalités du Qatar notamment le Vice-Emir du Qatar Cheikh Abdallah Ben Hamad Al Thani, le ministre des Affaires étrangères, Cheikh Mohammed Ben Abderrahmane Al-Thani, le président du Comité olympique Qatari, Cheikh Jouaan Ben Hamad Al Thani, le Chef du cabinet princier, Cheikh Khalid Ben Khalifa Al Thani, et l'ambassadeur du Qatar à Rabat, M. Abdullah Ben Falah Ben Abdullah Al Dawssari.

De son côté, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani a été salué par la délégation officielle accompagnant SM le Roi lors de cette visite.

A cette occasion, les membres de la communauté marocaine établie à Qatar ont réservé un accueil des plus chaleureux à SM le Roi, exprimant avec ferveur leur joie et leur bonheur pour cette «e» visite bénie.

Ainsi, de nombreux marocains ont été massés tout au long de l'itinéraire emprunté par le cortège des deux Chefs d'Etat pour saluer le Souverain et lui souhaiter longue vie.

MAP

Liban : Michel Aoun se félicite du «retour prochain» de Hariri

On s'achemine bientôt vers la fin de l'aventure, mieux la démission forcée du Premier ministre Hariri qui vient d'annoncer son retour au pays, un retour félicité par le président libanais Michel Aoun.

MATSHI/AFP

En effet, le président libanais Michel Aoun s'est félicité lundi du «retour prochain» du Premier ministre Saad Hariri, resté en Arabie Saoudite depuis l'annonce de sa démission surprise il y a plus d'une semaine.

M. Hariri avait annoncé dimanche soir qu'il allait rentrer «très bientôt» au Liban, alors que l'ensemble de la classe politique libanaise s'interrogeait depuis sa démission sur sa liberté de mouvement.

M. Aoun avait lui-même assuré dimanche que la «liberté» de M. Hariri avait été «restreinte» en Arabie Saoudite. Il attend le retour du Premier ministre pour se prononcer sur sa démission, annoncée depuis Ryad le 4 novembre. «Je me réjouis de l'annonce faite par M. Hariri concernant son retour prochain au Liban»,



Des portraits du Premier ministre libanais démissionnaire actuellement en Arabie Saoudite, Saad Hariri, le 10 novembre 2017 à Beyrouth (AFP)

a indiqué sur son compte Twitter le président Aoun. «Nous pourrions discuter de sa démission, ses causes, et les préoccupations qui doivent être adressées», a-t-il ajouté, dans un communiqué de la présidence.

Dans un entretien dimanche soir avec une chaîne de télévision libanaise, M. Hariri a assuré qu'il pourrait atterrir au Liban d'ici «deux ou trois jours» pour «entamer les procédures cons-

titutionnelles nécessaires» à sa démission. L'annonce de sa démission choc avait très rapidement été perçue comme un nouveau bras de fer entre l'Arabie Saoudite sunnite, important soutien de M. Hariri, et l'Iran chiite, grand allié du Hezbollah libanais.

Le chef du gouvernement a plusieurs fois dénoncé les ingérences de l'Iran et du puissant mouvement libanais du Hezbollah dans les conflits qui

ravagent le Moyen-Orient, notamment en Syrie et au Yémen.

Le Premier ministre a toutefois laissé entendre qu'il pourrait «revenir sur sa démission», si tous les acteurs libanais respectaient «une politique de distanciation» vis-à-vis des conflits de la région, en particulier la guerre en Syrie. Un appel salué par plusieurs dirigeants de la classe politique libanaise, alors que la crise fait craindre que le Liban, pays aux équilibres communautaires fragiles, ne plonge dans de nouvelles violences.

Grâce à un accord conclu entre les différents partis du pays, le Liban s'était doté en 2016 d'un président et d'un Premier ministre, au terme d'une longue période d'instabilité politique.

Samir Geagea, le chef chrétien maronite des forces libanaises (droite chrétienne), a estimé que cet accord pouvait être sauvé «si le gouvernement respecte de manière concrète et palpable la politique de distanciation».

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a appelé lundi à la «non-ingérence» au Liban, sans nommer aucune de deux puissances régionales.

Europe de la Défense : 23 pays de l'UE lancent une «coopération renforcée»

Vingt-trois pays de l'Union européenne ont acté lundi leur intention de s'engager dans une «coopération» militaire renforcée, dans le développement d'armements comme les opérations extérieures, avec pour ambition affichée de relancer l'Europe de la Défense.

«Nous vivons un moment historique pour la défense européenne», a commenté la diplomate en chef de l'Union, Federica Mogherini, à l'issue de la signature par les ministres de 23 Etats membres de l'UE d'un document où sont listés 20 «engagements» jetant les bases de leur «coopération structurée permanente» (CSP).

Mme Mogherini estime que ce nouvel outil va «permettre de développer davantage nos capacités militaires pour renforcer notre autonomie stratégique».

COMPLÉMENTAIRE À L'OTAN

Depuis l'échec de la mise en place d'une Communauté européenne de Défense (CED) il y a 60 ans, les Européens n'ont jamais réussi à avancer dans ce domaine, la plupart des pays gardant jalousement la main sur ce qui, à leurs yeux, relevait strictement de la souveraineté nationale. Mais une succession de crises depuis 2014 (annexion de la Crimée par la Russie et conflit dans l'est de l'Ukraine, vague de réfugiés), puis le vote du Brexit et l'arrivée au pouvoir de Donald Trump ont changé la donne.

Cette initiative est une «réponse au développement des attentats» à l'automne 2015, mais également «à la crise en Crimée», a souligné le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian, en arrivant à Bruxelles pour une réunion avec ses homologues et les ministres de la Défense de l'UE.

«Il était important pour nous, particulièrement après l'élection du président américain (Donald Trump), que nous puissions nous organiser indépendamment, en tant qu'Européens. Ceci est complémentaire à l'Otan, mais nous voyons que personne ne va résoudre à notre place les problèmes de sécurité que l'Europe a dans son voisinage. Nous devons le faire nous-mêmes», a pour sa part insisté la ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen. En théorie, cette coopération renforcée peut déboucher sur la mise sur pied d'un quartier général opérationnel pour des unités de combat de l'UE ou d'une plateforme logistique d'opérations.

Mais dans un premier temps, elle devrait prendre la forme de projets — à quelques-uns — de développement de matériel (chars, drones, satellites ou avions de transport militaire) ou encore d'un hôpital de campagne européen.

Plus de 50 projets ont été déposés, a précisé Mme Mogherini, qui espère que la CSP permettra des «économies d'échelle» pour l'industrie de la défense européenne aujourd'hui



trop «fragmentée» par rapport à la concurrence américaine.

Pour la plupart des diplomates et experts, la vision française de la CSP, exigeante car tournée vers la participation à des missions potentiellement risquées, a été supplantée par la vision allemande, surtout soucieuse de faire participer le plus grand nombre de pays. Le grand nombre de participants alors que la sélection des projets se fera à l'unanimité fait que «ça n'a aucune chance de marcher», juge Frédéric Mauro, expert des questions de défense régulièrement interrogé par le Parlement européen.

Mais, souligne-t-on à Bruxelles, les pays qui rejoignent la CSP s'engagent à «augmenter régulièrement leurs budgets de défense» et les engagements qu'ils vont notifier lundi seront «juridiquement contraignants».

Les participants promettent également de combler certaines «lacunes stratégiques» des armées

européennes avec des objectifs d'investissement en recherche ambitieux (2% des budgets de défense).

IDÉE PROMETTEUSE

L'objectif affiché est également de pouvoir mettre sur pied plus rapidement des missions militaires de l'UE, souvent pénalisées par le manque d'entrain des Etats à mettre à disposition des soldats.

Le Royaume-Uni, traditionnellement atlantiste et premier budget militaire de l'UE, s'est toujours farouchement opposé à tout ce qui pouvait évoquer de près ou de loin une «armée européenne», considérant que la défense territoriale de l'Europe était l'unique prérogative de l'Otan.

Mais le Brexit prévu en mars 2019 approche et Londres — qui s'est exclu de la CSP avec le Danemark — n'a pas voulu faire obstacle à cette initiative, qualifiée d'«idée prometteuse» par son ministre des Affaires étrangères Boris Johnson.

L'UE veut aussi se doter prochainement d'un fonds pour stimuler l'industrie européenne de la défense, qui sera à terme doté de 5,5 milliards d'euros par an. Elle a aussi créé au printemps son premier QG militaire, qui pilote trois opérations non combattantes en Afrique.

L'Irlande, le Portugal et Malte n'ont pas rejoint à ce stade la CSP, qui sera officiellement lancée en décembre.

Division I : DCMP démarre contre AC Rangers au stade des Martyrs

Le stade des Martyrs sera pris d'assaut ce mardi 14 novembre pour le match DCMP – AC Rangers, comptant pour la 1^{ère} journée de la Linafoot, zone Ouest. FC Renaissance et AS Dragons ont gagné pour leur part.

ARMEL LANGANDA



XI FC recevra la formation de Nord Sport. En seconde explication, l'AS V. Club effectuera son entrée face au TP Molunge.

Il faut rappeler que, dans la zone Centre-Sud, SM Sanga Balende a été tenu en échec par l'AC Dibumba (1-1). Un début moins impressionnant pour l'équipe d'Alphonse Ngoy Kasanji. FC Océan Pacifique a également arraché un nul de 1-1 devant l'US Tshinkunku de Kananga.

Au stade de la Concorde de Kadutu, en seconde explication, Mont Bleu a créé la surprise en battant OC Bukavu Dawa (1-0).

VICTOIRE DE MAZEMBE

Le TP Mazembe a réussi son examen de passage en soumettant l'Ecofoot, score de la partie 2-0 ; un doublé du jeune Ben Malango.

Des chocs sont attendus lors de la deuxième journée. Dans la zone Ouest, le FC Renaissance sera à l'assaut de l'AC Rangers le 22 novembre ; AS Dragons accordera son hospitalité à Shark XI FC le 23 novembre.

Dans la zone Centre-Sud, Ecofoot recevra Sa Majesté Sanga Balende à Lubumbashi le 20 novembre. Dans la zone Est, le choc AS Maniema Union – AS Dauphin noir est très attendu le 26 novembre.

Maniema Union a intérêt à prendre très au sérieux toutes ses rencontres du championnat national. C'est une bonne façon de préparer la prochaine Coupe de la Confédération de la CAF.

Calendrier partiel

Suite de la 1^{ère} première

Zone Ouest

DCMP – AC Rangers (14 novembre)
Shark XI FC – FC Nord Sport (15 novembre)
AS V. Club – TP Molunge (15 novembre)

2^{ème} journée

Zone Ouest

AC Rangers – FC Renaissance (22 nov)
FC MK – RCK (23 Nov)
AS Dragons – Shark XI FC (23 nov)
TP Molunge – DCMP (24 nov)
FC Nord Sport – AS V. Club (25 nov)

Zone Centre – Sud

AC Dibumba – CS Don Bosco (18 nov)
Ecofoot – Sanga Balende (20 nov)
JS Groupe Bazano – SE Lupopo (7 décembre)
FC Lubumbashi Sport – FC Océan Pacifique (22 novembre)
US Tshinkunku – TP Mazembe (3 décembre)

Zone Est (26 Novembre)

Mont Bleu – OC Muungano
AS Maniema Union – AS Dauphin noir
CS Makiso – DC Virunga
Etoile de Kivu – OC Bukavu Dawa

Le Daring Club Motema Pembe reçoit la formation de l'AC Rangers, le mardi 14 novembre au stade des Martyrs de la Pentecôte. C'est en match de la première journée de la 23^{ème} édition de la Ligue nationale de football (Linafoot), zone de développement Ouest.

Avec un nouveau comité, le Daring est sous pression en ce début de championnat qui ne s'annonce pas facile. DCMP et Rangers ont intérêt à mieux démarrer le championnat pour assurer leur avenir.

Il faut noter que les victoires respectives de l'AS Dragons face au Racing Club de Kinshasa (RCK) (1-0) et FC Renaissance contre MK FC (1-0) obligent les Immaculés à arracher à tout prix les trois premiers points du début du championnat. Avec une équipe remaniée à 50%, DCMP part avec les faveurs des pronostics.

Dans la même zone, le mercredi 15 novembre deux affiches sont attendues au stade des Martyrs. En première explication, l'équipe de Shark

Barça : les arguments pour convaincre Griezmann

Désireux d'attirer Antoine Griezmann lors du prochain mercato estival, le Barça fournit ses arguments. Probablement, le joker français pourrait porter le maillot des Blaugranas.

Un an après s'être ravisé au moment de quitter l'Atlético Madrid, l'interdiction de recrutement édictée par la Fifa au club madrilène lui coupant ses envies d'ailleurs, Antoine Griezmann devrait être l'un des principaux acteurs du prochain mercato estival. Et si le PSG n'a pas complètement renoncé à le recruter et si, surtout, Manchester United rêve toujours de l'attirer, l'international tricolore pourrait poursuivre son aventure en Liga.

Formé à la Real Sociedad, révélé à la face du monde à l'Atlético Madrid, le Français pourrait en effet poursuivre son ascension en rejoignant le Barça. Si le Real a également coché le nom du Français sur ses tablettes, le club catalan en a fait l'objectif prioritaire de son prochain mercato estival et ce d'autant plus s'il ne parvient pas à attirer Philippe Coutinho en janvier malgré les 120 millions que les Blaugrana semblent prêts à déboursier pour faire plier Liverpool.

Et pour convaincre l'internatio-



nal tricolore de tourner le dos aux sirènes parisiennes, anglaises et même italiennes et privilégier le Barça, les dirigeants catalans ont préparé quatre arguments massues. Le premier d'entre eux est évidemment un contrat XXL qui lui permettrait de tripler ses émoluments et de bénéficier d'un traitement similaire à celui réservé à Luis Suarez.

Viendraient ensuite la perspective de rester en Liga, un champion-

nat qu'il connaît déjà parfaitement, puis celle d'évoluer aux côtés de Lionel Messi et donc de bénéficier de son aura. Enfin, les Blaugrana souhaiteraient insister sur la présence d'une petite colonie française à même de faciliter son intégration, le leader de la Liga comptant déjà trois Tricolores dans ses rangs avec Ousmane Dembélé, Lucas Digne et Samuel Umtiti.

LP/MAXI

Argentine : Messi va manquer le Nigeria

C'est sans sa star Lionel Messi que l'Argentine affrontera le Nigeria mardi en match amical en Russie. En effet, la Fédération argentine a fait savoir que l'attaquant du FC Barcelone a été libéré samedi à l'issue du succès face à la Russie (1-0). Objectif : le laisser rentrer en Catalogne pour se reposer. Une déception pour les Super Eagles qui auraient sans doute aimé se frotter au quintuple Ballon d'Or.



Pour préparer à fond la coupe du monde « Russie 2018 », les Super Eagles veulent affronter le jeu de l'équipe cher à Lionel Messi. Ça aurait été un plaisir pour les Africains de jouer contre la star planétaire.

LP

Le Potentiel

Quotidien d'informations générales

FONDATEUR

Modeste Mutinga Mutuishayi
le 12 octobre 1982
Autorisation n° 04/00015/DI/82
Siège social :
873, av. du Bas-Congo
Kinshasa-Gombe
B.P. 11 338, Kinshasa I, RDC
E-mail :
lepotentiel@yahoo.com
www.lepotentielonline.com

DIRECTION GÉNÉRALE

ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ

Willy Kabwe
099 99 99 546

CONSEILLER TECHNIQUE

Ben-Clet Kankonde Dambu
081 525 09 89

RÉDACTION

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Faustin Kuediasala
081 904 17 63

RÉDACTEUR EN CHEF

Amédée Mwarabu K. 085 489 82 27
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Pitshou Mulumba 081 476 61 56

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

Richard Ngapi 081 685 05 14
St Augustin Kinienzi 081 515 86 44

POLITIQUE

Pitshou Mulumba 081 476 61 56
Médard Muyaya 081 069 11 22
Ludi Cardoso 081 302 64 40
Herve Ntumba 0823538803

ÉCONOMIE

Olivier Kaforo 081 525 45 55

SOCIÉTÉ & PROVINCES

Olivier Dioso 082 516 48 03
Véron Kongo 099 852 69 77
Donatien Ngandu M. 081 507 53 87
Florent N'Lunda 081 493 78 50
Lucie Ngusi 081 001 42 22

SPORTS

Armel Langanda 081 194 58 60

INTERNATIONAL

Cyprien Kapuku 097 047 77 70

CULTURE & NTIC

Bienvenu Ipan 089 827 34 11

COLLABORATEURS EXTERIEURS

Thembo Kash (Caricaturiste)
Robert Kongo (France)

RÉALISATION

METTEURS EN PAGE

José Kapwasa 081 324 96 68
Odon Modjiri 099 824 14 10

DOCUMENTATION

Delphin Bateko 081 223 73 93

LEPOTENTIELONLINE.COM

RÉDACTEUR EN CHEF

Stanislas Ntambwe 097 143 99 69

ADMINISTRATION & FINANCES

CHEF DE SERVICE

Albert Tshiambi 081 493 47 53

COMPTABLE

Kevin Twende 085 386 08 44

CAISSIÈRE

Colette Kankunku 0997 69 81 07

INTENDANT

Constantin Mpoyi 099 853 36 48

MARKETING & COMMERCIAL

CONSEILLER

Franck Lukusa 081 197 76 09

AGENTS COMMERCIAUX

John Rushimba 099 899 85 72
Paulin Nkongolo 085 395 42 26

IMPRIMERIE 7

CHEF DE SERVICE

Michaux Mulenda 082 930 3052

Édité par

Groupe de presse MEDIA 7



Le livre : « Qu'attendez-vous qu'on dise encore »

Dans ce recueil collectif de poèmes, les auteurs, toutes des femmes, revisitent tous les clichés faciles accolés à leur sexe, tordent le cou à moult préjugés sociaux, se démarquent de discours unanimistes, et claquent de réécrire comme elles l'entendent leur histoire.

BIENVENU IPAN

Recueil collectif de poèmes 100% féminin, « *Qu'attendez-vous qu'on vous dise encore* » sera présenté, ce mardi 14 novembre au Centre Wallonie-Bruxelles, à Gombe. Il s'agit d'un florilège de paroles fortes, dites avec verve, sans complexe, ni fioritures.

L'œuvre collective de quinze poétesses congolaises venues de presque tous les horizons est non seulement abondante, mais d'une qualité extraordinaire. La personnalité de chaque contributrice



au volume y est sans doute pour beaucoup. En effet, s'il est vrai que quelques-unes d'entre elles avaient déjà une certaine expérience dans l'écriture (Larissa Diakanua, Marie-Louise Bibish Mumbu et Natou Pedro Sakombi), presque toutes cependant avaient été, comme qui dirait, trempées dès leur tendre enfance dans les eaux du Styx, initiées à l'écriture, piquées par le démon de la parole esthétique.

Bardées de diplômes universitaires ou en voie d'en décrocher, initiées au journalisme et ou à la communication, aux belles lettres et au droit, c'est vraiment une brochette de têtes bien faites. Il y a Bigabwa Nnette, Bikay Fedorah, Bongo-Pasi Stella, Diakanua Larissa, Ilondo Juliette, Kakunda Darlène, Kianza Merveille, Mbiye Nelly, Mumbu Bibish, Ngalya Ursule, Ngoy Celena, Nkanga Deborah, Nzogu Zaïna, Sakombi Natou Pedro et Zandi Emmanuela.

Le Mali, meilleur élève du Prix Découvertes RFI 2017

Le vote du jury, présidé cette année par Singuila, artiste français d'origine congolaise, a retenu le 9 novembre 2017 l'artiste malien M'bouillé Koité, lauréat du Prix Découverte RFI 2017. Il a devancé dans les votes, la rappeuse Ami Yerevolo, elle aussi d'origine malienne et le Mauricien, Hans Nayma.

Agé de 27 ans, M'bouillé Koité est un brillant jeune talent. Issu d'une famille de griots et musiciens. En 2008, il entre à l'Institut national des Arts (INA). Deux ans plus tard, il sort diplômé de la section Musique. En 2014, il est remarqué dans le télé crochet « Island talent Africa ». En 2016, il obtient le Trophée Tamani d'or « Révélation » et le trophée Africa-Show Meilleur Artiste du Mali.

Depuis ce jeune griot n'a cessé de faire du bonheur à ses fans et à tous ceux qui militent pour le retour aux sources de la musique africaine.

Notons qu'auparavant, le comité d'écoute du Prix Découvertes RFI avait sélectionné 10 finalistes de l'édition 2017 ci-après: Ayôdélé (Benin), Willy Baby (Togo), M'bouillé Koité (Mali), Lab'l



(Cameroun), Hans Nayma (Ile Maurice), OMG (Sénégal), Prince Mo (Togo), Sarro (Sénégal), SO-S Def (Guinée), Ami Yerevolo (Mali).

NOUVEAU TALENT MUSICAL

Le Prix Découvertes RFI est l'occasion chaque année de mettre en avant les nouveaux talents musicaux du continent africain.

Au cours des années, ce Prix a récompensé des artistes aussi divers et talentueux que tels Tiken Jah Fakoly (Côte d'Ivoire), Rokia

Traoré (Mali), Didier Awadi (Sénégal), Amadou et Mariam (Mali) ou Maurice Kirya (Ouganda) Casimir Zoba « Zao », Ange Linaud (Congo), etc... Il jouit maintenant d'une vraie notoriété à travers le monde.

Son Jury, composé de professionnels, est chaque année présidé par une personnalité. De Jacob Desvarieux à Youssou N'Dour, Angélique Kidjo, Passi, Kery James, Richard Bona, Asafro et Fally Ipupa, les présidents du Prix Découvertes RFI apportent leur caution et leur expérience

à son rayonnement.

Le lauréat bénéficie de 10 000 euros, d'une tournée en Afrique et d'un concert à Paris. RFI et leurs partenaires sont des acteurs engagés auprès du lauréat et lui offrent un soutien professionnel, une promotion sur leurs antennes et leurs sites web.

Le Prix Découvertes RFI est organisé en partenariat avec la SACEM, l'Institut français, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'UNESCO, Ubiznews et Deezer.

RFI/STARDUCONGO/LP

L'OIF met en garde la Céni

« Si avec ce calendrier, le peuple voit qu'on l'a trompé, il y a aura des conséquences dramatiques »

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) redoute que la Céni se retrouve dans l'incapacité de respecter les échéances fixées dans le calendrier électoral du 5 novembre 2017. De passage en RDC, l'envoyé spécial de l'OIF a mis en garde la Céni contre ce risque, prédisant des « conséquences dramatiques » si jamais la centrale électorale ne tenait pas sa promesse.

Pascal Couchepin, envoyé spécial dans les Grands Lacs de l'Organisation de la Francophonie (OIF), a achevé dimanche 12 novembre une mission de quatre jours en RDC. Il a rencontré des représentants de la majorité, de l'opposition, de la Céni et de la Cenco, le président de l'Assemblée nationale, mais pas le président Joseph Kabila. Pour l'ancien président de la Confédération suisse, la publication du calendrier la semaine dernière constitue une « leur positive ». Reste maintenant à s'assurer qu'il sera effectivement mis en œuvre, sinon, prévient-il, cela « pourrait aboutir à une explosion » tant l'« exaspération » est en train de monter dans le pays.

L'OIF voit d'un œil inquiet les appels à manifestation lancés par l'opposition et la société civile. Et en appelle au pouvoir : « Si avec ce calendrier, le peuple voit qu'on l'a trompé, il y a aura des conséquences dramatiques », prévient l'envoyé spécial de la francophonie.

Pascal Couchepin n'a

pas pu s'entretenir avec le président Kabila, en déplacement dans l'intérieur du pays. Certains y voient un mauvais signal. « Le signe que le chef de l'Etat ne souhaite pas prendre trop d'engagements », déplore un diplomate.

UN GROUPE D'EXPERTS POUR ÉPAULER LA CÉNI

Mais l'OIF reste optimiste. Pour tenter de rétablir la confiance, elle plaide pour la mise en place d'un groupe d'experts internationaux chargé d'appuyer la Céni dans la mise en œuvre du calendrier électoral. Le principe de ce comité a déjà été adopté à New York en septembre en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, mais il n'a pas encore vu le jour. L'UE, L'UA, l'OIF, la CIRGL et la SADC sont pressenties pour y participer, mais tous les acteurs ne sont pas d'accord sur son statut et son mandat.

« Le président de la Céni nous a redit son souhait de voir se créer ce groupe d'experts internationaux, qui ne



Pascal Couchepin, envoyé spécial de la secrétaire générale de la Francophonie pour la région des Grands Lacs. ©

Fabrice Coffrini/AFP

serait pas une sorte d'autorité contre les activités de la Céni - ce serait contraire à la souveraineté du Congo et tout le monde veut que si des élections ont lieu, elles soient le fait de la volonté des autorités congolaises et du peuple congolais. Ce ne serait donc pas une autorité de contrôle, assure-t-il. C'est une autorité qui aide la Céni à répondre à un certain nombre d'aspirations, parce que parfois il y a des choses qui se disent plus facilement à un tiers qu'à la Céni, et ce groupe d'experts peut être l'interprète de certains vœux populaires,

et puis surtout être témoin que la procédure avance de manière correcte à l'égard de la communauté internationale qui est appelée à financer. »

Car le bras de fer continue entre la communauté internationale et la Commission électorale sur la question du financement des élections. « Les bailleurs ne vont pas lâcher leur argent avant d'avoir des garanties que les élections se tiendront, estime Pascal Couchepin, et que l'argent versé sera efficacement affecté à leur préparation ».

RFI/LP

Denis Sassou N'Guesso appelle à un soutien international au calendrier électoral de la Céni

Président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), le président du Congo/Brazzaville, Denis Sassou N'Guesso, a invité la communauté internationale à accompagner la Céni dans la mise en œuvre du calendrier électoral. Il promet en même temps d'accorder tout son appui à la RDC pour la réussite du processus électoral.

Le président Denis Sassou N'Guesso a donc appelé, dans une déclaration rendue publique samedi dernier à Brazzaville, la communauté internationale tout comme « les acteurs politiques et la société civile » de la République démocratique du Congo à accompagner « dans l'unité, la paix et la



sérénité » l'application du calendrier électoral.

Rendu public le 5 novembre dernier par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), le nouveau calendrier fixe à la date du 23 novembre 2018 la tenue d'élections présidentielle, législatives, provinciales et lo-

cales en RDC.

Ce faisant, le président Sassou N'Guesso, qui s'exprimait en sa qualité de président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, a invité « la communauté internationale à accompagner la RDC dans l'application effec-

tive de son calendrier électoral ».

Le chef de l'Etat congolais, également président du Mécanisme de suivi de l'accord-cadre la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la Région, a appelé « tous les acteurs politiques et la société civile de ce pays membre de la CIRGL à se mobiliser en vue de la mise en œuvre de cet agenda, dans l'unité, la sérénité, la paix et le respect des accords du 31 décembre 2016 ».

Il a, pour sa part, réitéré « sa disponibilité à soutenir tous les efforts visant l'aboutissement heureux du processus électoral en cours en République Démocratique du Congo ».

APA/LP

APOSTROPHE

Harcèlements

BEN CLET



Une avalanche d'accusations fortement médiatisées contre les agressions et les harcèlements sexuels. C'est le phénomène en vogue aux États-Unis d'Amérique et en Europe depuis que la presse américaine a révélé, le 5 octobre 2017, les scandales signés par un certain Harvey Weinstein, PDG d'une grosse société de production des films hollywoodiens.

Du point de vue occidental – sont-ils tous des voyeurs ? - l'affaire a pris des dimensions planétaires. Leur classe politique est secouée par des accusations. Des vedettes de cinéma désacralisées. Soyons justes : le scandale n'est pas qu'euro-américain. L'Afrique, l'Asie, l'Océanie sont aussi contaminées mais la culture impose le huis clos sur ces crimes-là.

Weinstein, le chaud lapin yankee, a exhumé de nombreux scandales de même nature commis ailleurs. Les médias se fournissent ainsi en gros fémurs et tibias à croquer. Plus réservées sur le sujet, les Africaines vivant en Afrique ne se sentent pas intimement concernées par les dénonciations jubilatoires de leurs congénères du Nord.

Interrogées sur la conduite à suivre, face au vigoureux coup de pub des dénonciatrices d'Europe et des USA, les Africaines sont embarrassées. D'un côté, elles sont pleinement d'accord que des « prédateurs sexuels » soient dénoncés et, surtout, punis. De l'autre, elles répugnent à endosser les conséquences d'un procès public qui exposerait la « victime » à un déshonneur tout aussi public qu'insupportable.

Certes, Weinstein a libéré la parole des femmes sexuellement harcelées. Que des hommes abusés, eux aussi, par des femmes puissantes s'affichent. Car ils existent réellement sur tous les continents.